



CAISSE DE PENSIONS
de la République et Canton du Jura

Photo de couverture:
Immeuble CPJU, rue de la Mandchourie, Delémont

RAPPORT DE GESTION 2017



CAISSE DE PENSIONS
de la République et Canton du Jura

TABLE DES MATIÈRES

I	RAPPORT D'ACTIVITÉ	
1.	Résumé	7
2.	Activités	9
	Divers graphiques	16
II	BILAN ET COMPTE D'EXPLOITATION	
	Bilan au 31 décembre 2017	20
	Compte d'exploitation 2017	21
III	ANNEXES	
1.	Bases et organisation	22
2.	Assurés et pensionnés	26
3.	Nature de l'application du but	27
4.	Principes d'évaluation et de présentation des comptes, permanence	28
5.	Couverture des risques / Règles techniques / Degré de couverture	29
6.	Explications relatives aux placements et au résultat net des placements	33
7.	Explications relatives à d'autres postes du bilan et du compte d'exploitation	40
8.	Demandes de l'Autorité de surveillance	41
9.	Autres informations relatives à la situation financière	41
10.	Événements postérieurs à la date du bilan	42
	Rapport de l'organe de révision	43

RAPPORT
DE GESTION
2017

RÉSUMÉ

Organisation

La composition des membres du Conseil d'administration et ses deux commissions, la commission de placement et la commission technique et administrative, n'a subi aucun changement durant l'année 2017. Le Conseil d'administration a reconduit les mandats octroyés à l'expert en prévoyance à la société Aon Suisse SA à Neuchâtel, Monsieur Gilles Guenat; à l'expert en placement, PPCmetrics à Nyon, Monsieur Pascal Frei; à l'organe de révision, PWC à Lausanne, Monsieur Philippe Lienhard. Depuis le 1^{er} janvier 2017, à la suite de l'entrée en fonction du nouveau directeur, Monsieur Emmanuel Koller, un comité de direction a été mis en place. Ce dernier est composé du directeur, du responsable financier et immobilier, Monsieur Gérard Steullet, du responsable prévoyance, Monsieur Hugues Chappuis. Sur la base du système d'évaluation des fonctions de l'Etat, le Conseil d'administration a procédé à la classification de chaque poste de travail auquel il a attribué une fonction correspondant à une classe de l'échelle salariale de l'Etat. Un nouveau règlement du personnel de la Caisse, entré en vigueur le 1^{er} septembre 2017 a été validé par le Conseil d'administration. Pour pallier au départ de Monsieur Frank Rossel qui a quitté le secteur immobilier de la Caisse au 30 novembre 2017, le Comité de direction a entrepris une procédure de recrutement qui a abouti à l'engagement de Monsieur Gérard Vergon de Courrendlin en qualité de responsable technique de la gestion des immeubles, le nouveau collaborateur est entré en fonction le 19 février 2018.

Résultat financier

Sur la base de la décision du Conseil d'actualiser l'évaluation du parc immobilier géré en direct, valorisé au bilan au 31 décembre 2016 à CHF 133 mio, un mandat a été octroyé à la société Wüest Partner SA. La réévaluation technique n'avait plus été réalisée depuis 2012. Le résultat de l'expertise a abouti à une plus-value comptable du parc immobilier de CHF 15 mio. Cette plus-value a contribué à l'amélioration de la performance globale de la Caisse. La performance de l'immobilier suisse en particulier, géré en direct, a progressé de plus de 15 %. Sans réévaluation, ce dernier aurait affiché une performance de 4 %. L'allocation stratégique arrêtée au 31 décembre 2017 est alignée aux marges définies pour toutes les classes d'actifs par le Conseil. La performance 2017 a été portée par les actions en général, avec un taux de 30 % pour les actions des pays émergents et sur les petites et moyennes capitalisations des actions suisses. Pour ce qui concerne les actions suisses (SMI), la performance s'est élevée à 19 % alors que celle obtenue par les actions monde s'approche de 18 %. Dans un environnement marqué par les taux négatifs, la performance des obligations en CHF s'est limitée à 0.35 %. Toutes les obligations en monnaies étrangères sont couvertes. Les obligations gouvernementales étrangères performent à hauteur de 0.79 %, supérieures aux obligations suisses, elles reflètent ainsi le différentiel de taux d'intérêt entre la Suisse et les autres pays. Avec un peu plus de risques, les obligations d'entreprises étrangères tirent leur épingle du jeu avec une performance de 2.26 % alors que celles des pays émergents ont réalisé 7.83 %. En termes de diversification, l'immobilier international, également couvert contre le risque de change, a obtenu 4.31 % de rendement. Les

prêts aux employeurs et le leasing avec la société immobilière gérant Strate J, assurent une stabilité au portefeuille avec un rendement de 3 %. Finalement, les matières premières, après avoir connu un premier semestre difficile, terminent l'année avec une performance positive de 1.85 %.

La performance globale de l'année, de 9.50 %, devance de 1.37 % son indice de référence. Cette surperformance a été possible, en partie, par la sous-pondération des liquidités et des obligations en CHF en faveur des actions (effet de timing +0.34 %). D'autre part, la réévaluation du parc immobilier et la plus-value du gérant en actions suisses des petites et moyennes entreprises expliquent la différence entre l'indice de référence et la performance du portefeuille de la Caisse (effet de sélectivité +0.93 %).

L'immeuble de la Mandchourie a été inauguré à fin 2017 avec l'implantation de la crèche de la Ville de Delémont. La Division Alcool et Tabac de l'Administration fédérale des douanes a pris possession de ses locaux le 1^{er} mars 2018. Avant les vacances d'été, la Caisse a annoncé son intention d'investir dans la construction d'une maison de la Santé à Porrentruy, projet devisé à CHF 25 mio.

Le rendement sur la fortune en 2017 a permis d'alimenter la réserve de fluctuation de valeurs de CHF 49 mio la faisant passer de CHF 121 mio à CHF 170 mio. Cette réserve a pour objectif de lisser les résultats sur les placements. Après plus de 10 années de résultats positifs, il est important de se rapprocher de l'objectif fixé à 15.4 % des engagements hors fonds de réserves, soit CHF 267.7 mio.

Degré de couverture et chemin de croissance

Dans le cadre du bouclage de l'exercice 2017, le Conseil a décidé, compte tenu des bons résultats, de créer une provision pour événements spéciaux de CHF 35 mio. Cette provision poursuit deux objectifs: l'un étant la participation au financement des mesures 2019 et l'autre étant une potentielle adaptation future des paramètres techniques de la Caisse. En dépit de ces besoins d'ores et déjà identifiés, le degré de couverture de la Caisse s'est très sensiblement amélioré passant de 67.5 % à 71.0 % tout en alimentant les réserves de fluctuations de CHF 49 mio, ceci grâce à un rendement 2017 de plus de 9 %. Les taux de couverture global et celui des actifs ont également progressé significativement passant respectivement de 60.5 % à 61.4 % et de 20.3 % à 22.8 %.

Le chemin de croissance devra être recalculé à la fin de l'exercice 2018 compte tenu des décisions qui seront prises par le Parlement jurassien sur le financement de la baisse du taux technique de 3 % à 2.25 % au 1^{er} janvier 2019 décidé par le Conseil d'administration. L'augmentation des engagements basée sur les effectifs à la fin 2016 a été chiffrée à CHF 64 mio. Si le Parlement devait renoncer à financer tout ou partie de ce montant, l'impact se ferait sentir sur le taux de couverture et/ou la réserve de fluctuations de valeurs. Il ne serait ainsi pas possible de viser le respect des objectifs fixés dans la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité à savoir, notamment, un taux de couverture global de 75 % en 2030 sans revoir les prestations, notamment le taux d'intérêt crédité sur les comptes-épargne.

Voici en résumé quelques chiffres clés concernant la Caisse en 2017 comparés à ceux de l'exercice précédent :

Exercice (Montants en CHF)	2017	2016
Performance de la Caisse	9,50 %	4,71 %
Performance moyenne des caisses de pensions suisses *	7,20 %	3,5 %
Taux d'intérêt crédité	2,25 %	1,0 %
Situation au	31.12.2017	31.12.2016
Total du bilan	1'274,3 mio	1'177,0 mio
Degrés de couverture **		
- art. 44 OPP2	71,0 %	67,5 %
- art. 72b LPP (global)	61,4 %	60,5 %
- art. 72b LPP (actifs)	22,8 %	20,3 %
Part de financement en répartition	684 mio	681 mio
Réserves de fluctuations	170,0 mio	121,0 mio
Effectif des assurés ***	6'823	6'717
Effectif des pensionnés	2'895	2'836

* Enquêtes annuelles de Swisscanto sur les caisses de pensions suisses

** La définition des différents degrés de couverture est donnée sous le chiffre 5.10 de l'annexe aux comptes

*** Les assurés partiellement cotisants ou à temps partiel sont comptés pour une unité
Les personnes assurées, affiliées auprès de plusieurs employeurs sont comptées pour une unité pour chaque employeur

2. ACTIVITÉS

2.1. Gouvernance

2.1.1. Actualisation des paramètres

Conformément à la loi sur la prévoyance professionnelle (LPP) qui exige d'actualiser les paramètres techniques de la Caisse tous les cinq ans de sorte à démontrer que l'équilibre financier est garanti à long terme dans le système de capitalisation partielle, le Conseil d'administration a analysé les données fournies par les experts. Le premier paramètre est constitué par le taux de rendement attendu, défini en fonction d'hypothèses de rendement risque de chaque classe d'actifs des placements de la Caisse. Par rapport à la dernière évaluation effectuée en 2013, l'espérance de rendement a régressé de 4.1 %, avec une inflation de 0.5 %, à 2.75 %, avec une inflation nulle. Pour la partie prévoyance, la Chambre suisse des experts de caisses de pensions, recommande de fixer le taux technique à 2 % dès le 1^{er} octobre 2018, en admettant une marge de 0.25 %. Compte tenu de ces deux facteurs, le Conseil d'administration a décidé de revoir à la baisse le taux technique de la Caisse de 3 % à 2.25 %. Cette décision impacte les engagements et les prestations futures par le biais de la baisse des taux de conversion. Pour limiter l'impact de ces deux mesures, le Conseil a pris la décision de diminuer le taux de réversion appliqué pour déterminer la pension de conjoint survivant, de 70 % à 60 % de la pension de retraite. Afin de soutenir les familles, en cas de décès et compenser partiellement la diminution de la pension de conjoint survivant, la pension d'enfant va être améliorée de 20 % à 25 % de la pension de retraite. Conformément aux dispositions prévues par la loi sur la Caisse de pensions, les mesures qui relèvent des prestations incombent au Conseil d'administration. Elles ont un impact sur le financement mais également sur l'évolution du chemin de croissance de la Caisse. Compte tenu, d'une part, des obligations légales auxquelles la Caisse est soumise, en particulier l'obligation consistant à démontrer que le plan de financement permet d'atteindre les taux de couverture de 75 % en 2030 et 80 % en 2052, selon le principe de la capitalisation partielle et, d'autre part, des mesures décidées par le Conseil impactant les prestations, l'expert en prévoyance a été mandaté afin de procéder au calcul du financement nécessaire.

Les décisions qui relèvent du financement de la Caisse sont confiées à la compétence du Parlement. Ainsi, le Conseil a proposé, en fin d'année 2017, des adaptations du financement qu'il a soumises à l'intention du Gouvernement jurassien. Ces adaptations portent sur la prise en charge financière du coût de l'augmentation des engagements des pensionnés et des mesures transitoires par les employeurs affiliés de la Caisse. Le financement de ces deux adaptations se chiffre à CHF 64 mio. Ce capital est ensuite réparti proportionnellement aux avoirs des assurés de chaque employeur. Le deuxième élément relevant du financement est constitué par l'augmentation de la cotisation nécessaire à l'atteinte des objectifs de taux de couverture fixés par la LPP. Le Conseil propose de fixer à 1 % l'augmentation de la cotisation pour l'exécution du plan de financement, à répartir paritairement entre l'assuré et l'employeur. Cette mesure représente une charge annuelle supplémentaire globale de CHF 1.6 mio pour les employeurs, elle induit une diminution du salaire net pour l'assuré. Finalement, l'augmentation du traitement cotisant représente la troisième mesure qui se rapporte au financement. L'élargissement du traitement cotisant permet de compenser, partiellement ou totalement sur la durée d'une carrière complète, la diminution des prestations futures induite par l'abaissement du taux de conversion. Le coût additionnel constitué par cette dernière mesure se chiffre à CHF 2.9 mio pour les employeurs et CHF 2.2 mio pour les assurés. Le Gouvernement a accepté et soutient les mesures de financement proposées par le Conseil, il ne s'est toutefois pas encore déterminé précisément quant aux modes de financement.

En début d'année 2018, ces sept mesures ont été présentées à la coordination des syndicats et aux employeurs affiliés. Les différents partenaires sont invités à exprimer leurs positions sur les propositions jusqu'au 23 février 2018. En fonction des conclusions tirées de la consultation, le Gouvernement évaluera la nécessité d'adapter les mesures qui seront présentées au Parlement. On peut considérer que les mesures proposées, qu'elles relèvent des prestations ou du financement, sont interdépendantes. Dans l'hypothèse où le Parlement devait refuser les mesures qui relèvent du financement, alors le Conseil d'administration devrait décider de réduire plus significativement les prestations.

L'Autorité de surveillance LPP et des fondations de Suisse occidentale a demandé à la Caisse de délivrer, jusqu'au 16 mars 2018, un plan de financement attesté par l'expert, qui ne comporte aucune mesure dépendant du Parlement jurassien. A défaut, l'Autorité de surveillance se réserve le droit de lever l'autorisation octroyée à la Caisse de poursuivre sa gestion selon le principe de la capitalisation partielle.

2.1.2. Politique immobilière

En ce qui concerne le secteur immobilier, le Conseil a validé, pour une valeur de CHF 61 mio, le transfert d'une partie du parc immobilier dans le CSA Real Estate Switzerland Residential (CSA RES Residential), un groupe de la Fondation de placement immobilier de Credit Suisse. Ce transfert a pour objectif prioritaire de renforcer la diversification géographique du parc immobilier, par l'acquisition de parts d'un groupe de placement gérant des immeubles localisés sur l'ensemble du territoire suisse. L'opération a été réalisée sur la base d'une évaluation de la valeur de marché. Le mandat consistant à réaliser cette analyse, a été octroyé à la société de conseil indépendante Wüest Partner SA, experte dans l'immobilier suisse. La conclusion de l'expertise a fait apparaître une plus-value de CHF 11 mio en regard de la valeur comptable au 31 décembre 2016 des immeubles, établie jusque-là à CHF 50 mio.

Le solde du parc immobilier, géré en direct par la Caisse, a également fait l'objet d'une expertise qui a débouché sur une plus-value de CHF 4 mio. Dorénavant, le parc immobilier géré en direct sera réévalué tous les deux ans selon la méthode Discounted Cash Flow (DCF). Par ailleurs, tous les quatre ans, les immeubles feront l'objet de visites de la part de l'expert immobilier indépendant.

2.1.3. Sécurité informatique

Dans le cadre du contrôle des risques, le Conseil a adopté une politique définissant le concept et les directives sur la sécurité informatique. Le personnel de la Caisse a été sensibilisé à ces directives, auxquelles il a souscrit notamment en signant un document précisant les clauses de confidentialité.

2.1.4. Politique du personnel

Le Conseil a également validé le Règlement du personnel de la Caisse de pensions lequel se réfère aux dispositions prévues par la loi sur le Personnel de l'Etat. Il a approuvé la structure de la nouvelle organisation de l'administration et procédé à la classification des fonctions selon l'échelle des traitements appliquée pour les employés de l'Etat.

2.2. Intérêt crédité sur les comptes-épargne des assurés actifs

Le Conseil a décidé de créditer un intérêt de 2.25 % sur les comptes-épargne des assurés actifs au 31 décembre 2017. Il a pris en considération le taux de couverture de la Caisse mais également le chemin de croissance fixant un objectif de 75 % de taux de couverture en 2030. Il a également admis que la performance de plus de 9 % de la Caisse permet d'attribuer un taux d'intérêt qui, considéré sur les quatre dernières années, s'approche de la moyenne de 1.5 %, taux de référence pris actuellement en considération pour les projections. Le Conseil a également considéré les ajustements futurs des paramètres techniques de la Caisse pour se montrer raisonnable dans l'octroi de ce taux.

Comme pour les années précédentes, depuis l'entrée en vigueur de la primauté des cotisations au 1^{er} janvier 2014, le Conseil a décidé de fixer le taux d'intérêt provisoirement à 0 % pour 2018. Le même processus s'appliquera à la fin de l'année 2018 et les mêmes paramètres seront repris, à savoir le rendement annuel, le taux de couverture et les perspectives d'avenir pour fixer le taux définitif sur les comptes-épargne à la fin 2018.

2.3. Conseil d'administration

Le Conseil a tenu dix séances en 2017 au cours desquelles il a principalement abordé le thème relevant de l'adaptation des paramètres techniques et, par conséquent, affiné les propositions de modification partielle de la Loi sur la Caisse de pensions et du Règlement définissant les prestations. Le Conseil s'est déterminé sur sept mesures permettant d'atteindre les degrés de couverture imposés aux caisses de droit public fonctionnant selon le principe de la capitalisation partielle.

Au cours de l'année écoulée, le Conseil a traité les affaires particulières suivantes :

- Nomination de M. Pascal Charmillot en qualité de président du Conseil d'administration. Depuis 2016 M. Charmillot avait accepté d'endosser ce rôle de manière intérimaire
- Ratification du fonctionnement du Comité de direction de la Caisse de pensions et définition de la nouvelle structure organisationnelle de l'administration
- Prise en considération de l'adoption, par le Parlement le 22 novembre 2017, de la nouvelle Loi régissant la Prévoyance des membres du Gouvernement
- Proposition de modifier l'alinéa 5 de l'article 11 «Traitement cotisant» de la Loi sur la Caisse de pensions en fixant la limite supérieure du salaire assuré à hauteur de 165 % du salaire plafond prévu par la LAA
- Approbation du nouveau Règlement concernant le personnel de la Caisse de pensions entré en vigueur au 1^{er} septembre 2017
- Les nouvelles conventions d'affiliation permettront aux employeurs affiliés de se déterminer individuellement quant aux éléments de salaire à intégrer dans le traitement assuré sous réserve des dispositions minimales réglementaires
- Une convention a été conclue avec la Commune de Val Terbi afin de permettre aux employés de la Crèche de rester affiliés à la Caisse après que la Fondation de la Crèche soit dissoute et reprise par la Commune de Val Terbi

- A la demande du Service des ressources humaines de l'Etat, le Conseil a examiné la possibilité de revoir les modalités d'affiliation des personnes en situation de handicap engagées par l'Etat. En fonction des dispositions légales en vigueur, l'affiliation en fonction du taux d'occupation réellement effectué ne peut pas être appliquée
- Décision de modifier les principes du calcul de la pension projetée pour les assurés bénéficiant des dispositions de l'article 40 «Mesures d'accompagnement» afin de ne pas induire une baisse de la pension projetée suite à l'adaptation de l'échelle des traitements de l'Etat et à la réduction du taux d'intérêt rémunérateur prévu par le plan de financement
- Le Conseil a émis un préavis positif pour le financement du projet immobilier «Maison de la Santé» à Porrentruy
- Examen de la pertinence d'adopter une charte définissant les principes relevant de la durabilité et de l'éthique dans la gestion des différentes activités de la Caisse, notamment les investissements et l'immobilier
- Décision de transférer une partie du parc immobilier pour une valeur de CHF 61 mio à la fondation CSA Real Estate Switzerland Résidentiel
- Reconduction du mandat d'organe de révision à PWC SA, Lausanne
- Reconduction du mandat d'expert en prévoyance à AON Suisse SA, Neuchâtel
- Reconduction du mandat d'expert en placement à PPCmetrics SA, Nyon
- Renforcement des ressources du secteur immobilier par le lancement de la procédure de recrutement d'un gestionnaire bâtiment à 100 %
- La demande visant à faire valoir la garantie de l'Etat dans le cadre de la faillite de Profora BeJuNe a été adressée au Service juridique de l'Etat
- Approbation de la mise en place d'un système de management de la sécurité de l'information
- Définition du taux de rémunération des comptes-épargne de 2.25 % pour l'année 2017
- Renonciation à l'octroi d'un renchérissement des pensions en cours au 1^{er} janvier 2018
- Fixation d'un taux d'intérêt moratoire de 5 % en cas de retard dans le paiement des factures pour les employeurs affiliés.

2.4. Assemblées des délégués

L'Assemblée ordinaire des délégués s'est tenue le 13 septembre 2017 au Centre de Loisirs à Saignelégier. Les délégués ont pris connaissance du rapport de gestion et des comptes au 31 décembre 2016. Le projet de loi «Prévoyance 2020», soumis au peuple le 24 septembre 2017 et ses incidences sur les prestations de la Caisse ont été présentés aux délégués. Sur demande du président de l'Assemblée des délégués, les principes de la primauté des cotisations ont été rappelés. Des explications ont été données quant aux calculs conduisant aux montants des pensions projetées indiquées sur la fiche d'assurance individuelle remise chaque année aux assurés.

2.5 Prévoyance professionnelle

2.5.1 Effectif

A) Assurés actifs

Effectif au 31 décembre	2017	2016
Hommes	2'142	2'123
Femmes	4'681	4'594
Total assurés actifs	6'823	6'717

L'effectif des assurés enregistre une augmentation durant l'exercice sous revue (+1,6 %).

Depuis plusieurs années, l'âge moyen des assurés actifs s'établit dans une fourchette comprise entre 43 et 44 ans.

B) Pensionnés

Effectif au 31 décembre	2017	2016
Retraités	2'131	2'081
- dont pont AVS	(66)	(101)
Enfants de retraités	62	61
Invalides	192	195
Enfants d'invalides	82	84
Conjoints survivants	373	362
Conjoints divorcés	2	0
Orphelins	53	53
Total pensionnés	2'895	2'836

Au jour de référence (31 décembre 2017), la Caisse versait au total 2'895 pensions. Ceci correspond, par rapport à l'année précédente, à une augmentation de 59 bénéficiaires de pensions (+ 50 retraités, - 3 invalides, + 13 conjoints survivants et - 1 enfant). Depuis la modification de la loi sur le divorce, la Caisse verse pour la première fois des pensions à deux conjoints divorcés.

Le rapport démographique (assurés actifs par rapport aux pensionnés) est identique à celui de 2016, à savoir 2,36. Cette évolution s'explique par un rythme ordinaire des départs en retraite.

Récapitulation

	Effectif 2017	Différence	Effectif 2016
Assurés	6'823	+1.6 %	6'717
Pensionnés	2'895	+2.1 %	2'836
Total	9'718	+1.7 %	9'553

C) Employeurs affiliés

Effectif au 31 décembre	2017	2016
Etat et établissements autonomes	4	4
Hôpital du Jura et établissements médico-sociaux	5	5
Communes	17	17
Institutions et associations diverses	49	49
Triages forestiers	7	7
Total	82	82

2.5.2 Ressources

Durant l'exercice sous revue, les cotisations ordinaires ont augmenté de +1,4 % (de CHF 73 mio à CHF 74 mio, + 3.0 % en 2016). Cette augmentation est liée à un nombre plus élevé d'assurés actifs.

Quant aux rachats facultatifs, aux remboursements de versements anticipés pour la propriété du logement, aux remboursements de versements opérés dans le cadre d'un divorce et aux apports de libre passage des nouveaux affiliés, ils ont légèrement augmenté : + 1,1 % par rapport à 2016 (CHF 14,4 mio en 2017 contre CHF 13,5 mio en 2016).

2.5.3 Prestations

Prestations versées sous forme de pension (en milliers de CHF)	2017	2016
Pensions de retraite	51'161	50'762
Rentes-pont AVS	1'365	2'199
Pensions d'invalidité *	2'481	2'633
Pensions de conjoints survivants	8'393	8'061
Pensions de conjoints divorcés	6	0
Pensions d'enfants	803	821
Total	64'209	64'476

* y compris la libération des cotisations ordinaires et des cotisations de rachat

Le volume des pensions versées a diminué de 0,4 % par rapport à l'exercice précédent. Cette légère baisse provient essentiellement du poste « Rentes-pont AVS ».

Prestations versées sous forme de capital (en milliers de CHF)	2017	2016
Capitaux retraite	6'813	3'245
Capital au décès et à l'invalidité	34	0
Total	6'847	3'245

La Caisse a enregistré une recrudescence des prestations versées sous forme de capital. Ce sont en effet CHF 6,813 mio qui ont été versés en 2017 contre CHF 3,245 mio en 2016. Pratiquement la moitié des assurés partis en retraite en 2017 ont demandé une part en capital. En moyenne, le montant est de CHF 140'000.-. En 2017, la Caisse a versé un capital décès.

2.5.4 Autres dépenses

Type de prestations versées (en milliers de CHF)	2017	2016
Prestations de sortie en cas de démission	25'692	17'478
Versements pour l'accession à la propriété	4'429	4'454
Versements en cas de divorce	1'289	1'061
Total	31'410	22'993

Le nombre de démissions a augmenté passant de 523 en 2016 à 615 en 2017 impactant les prestations de sortie à payer qui sont en forte augmentation (plus de 46 %). Le nombre de requêtes pour l'encouragement à la propriété du logement est stable. Les paiements en cas de divorce sont en augmentation de 20 %.

2.5.5 Frais administratifs

Les frais administratifs moyens observés dans la Caisse sont stables par rapport à l'exercice précédent, ils s'élèvent à CHF 141.00 par assuré (cotisant ou pensionné) contre CHF 151.00 en 2016. Au niveau suisse, la moyenne dans le secteur public atteint CHF 217.00 par assuré (source : Etude sur les Caisses de pensions en Suisse en 2017, publiée par Swisscanto).

2.6. Politique de placement

2.6.1 Contexte général

Le début d'année 2017 a été marqué par les anticipations d'une croissance plus forte que prévu, par la reprise progressive de l'inflation et par les décisions des différentes banques centrales.

Aux Etats-Unis, la Réserve Fédérale a poursuivi la normalisation de sa politique monétaire en augmentant graduellement les taux directeurs.

En Europe, la Banque Centrale a réduit, début avril, le montant de ses achats mensuels de vingt milliards d'euros.

En Suisse, la problématique première de la BNS demeure l'évolution de la parité EUR/CHF. Cependant pour la première fois depuis 2015, le taux 10 ans Confédération a effectué un bref retour dans la zone des rendements positifs au début mars, puis à nouveau fin juillet où il a atteint son plus haut niveau de l'année.

L'année s'est poursuivie dans un environnement favorable aux marchés actions qui ont continué de grimper malgré des tensions géopolitiques persistantes. Aux Etats-Unis, la Réserve Fédérale a confirmé qu'elle poursuivra la normalisation de sa politique monétaire. En Europe, la reprise économique s'est poursuivie et la BCE a revu à la hausse ses prévisions de croissance. En Suisse, la croissance a déçu et la BNS a réduit ses prévisions.

La fin d'année a été particulièrement clémente pour les économies et les marchés financiers, qu'ils soient développés ou émergents. Aux Etats-Unis, les événements se sont enchaînés en décembre : la Réserve Fédérale a, pour la troisième fois, relevé ses taux de référence et le Congrès a adopté la réforme fiscale qui diminuera l'imposition des sociétés. De quoi nourrir l'optimisme des investisseurs.

En Europe, la Banque Centrale Européenne a annoncé une prolongation de son programme d'achats d'actifs jusqu'en septembre 2018 à un rythme de 30 milliards d'euros dès le mois de janvier.

En Suisse, la Banque nationale a annoncé une prolongation de sa politique monétaire actuelle tout en considérant le franc suisse comme étant moins surévalué. Ce dernier s'est déprécié de plus de 2 % contre l'euro pour s'établir à un niveau de 1.17 en fin d'année. Les taux d'intérêt à long terme sont restés largement inchangés durant le trimestre malgré l'amélioration de l'activité. La faiblesse des anticipations d'inflation et les montants de dette détenus par les banques centrales expliquent en partie cette stabilité.

2.6.2 Obligations

Les portefeuilles obligataires, composés de fonds de placement passifs et actifs, ont réalisé des performances positives en 2017 malgré un environnement de taux bas. Les marchés obligataires internationaux et de pays émergents ont généré des performances supérieures à celles réalisées sur le marché obligataire suisse.

2.6.3 Actions

Les portefeuilles actions ont été les grands contributeurs de performance en 2017 puisque ces derniers ont généré des performances au-delà des 20 % sur la plupart des marchés financiers, qu'ils soient développés ou émergents.

2.6.4 Immobilier

L'environnement actuel, avec des taux d'intérêt toujours très bas, a poussé bon nombre d'investisseurs à continuer de s'intéresser aux placements immobiliers comme complément ou alternative aux placements obligataires.

Le portefeuille immobilier représente 30,8 % de la fortune de la Caisse. Il est composé pour 43,5 % du parc immobilier géré en direct, 15,6 % d'immobilier suisse non coté, 29,7 % d'immobilier suisse coté et 11,2 % d'immobilier étranger. Les investissements peuvent être réalisés en direct par l'acquisition ou la construction d'immeubles, au travers de fonds de placement non cotés (fondations de placement) ou encore au travers de fonds de placement cotés (fonds de placement).

En fin d'année, le parc immobilier en direct a fait l'objet d'une réévaluation réalisée par la société Wüest Partner SA. Cette réévaluation a permis de comptabiliser une plus-value comptable de l'ordre de CHF 15,4 mio contribuant à la performance nette extraordinaire de 15,3 % générée par le parc en 2017.

2.6.5 Matières premières

Le portefeuille de matières premières est constitué d'un fonds de placement global et d'un fonds de placement ex agriculture et bétail. La surperformance réalisée en 2017 est principalement due au fonds ex agriculture et bétail qui représente un tiers de cette classe d'actifs.

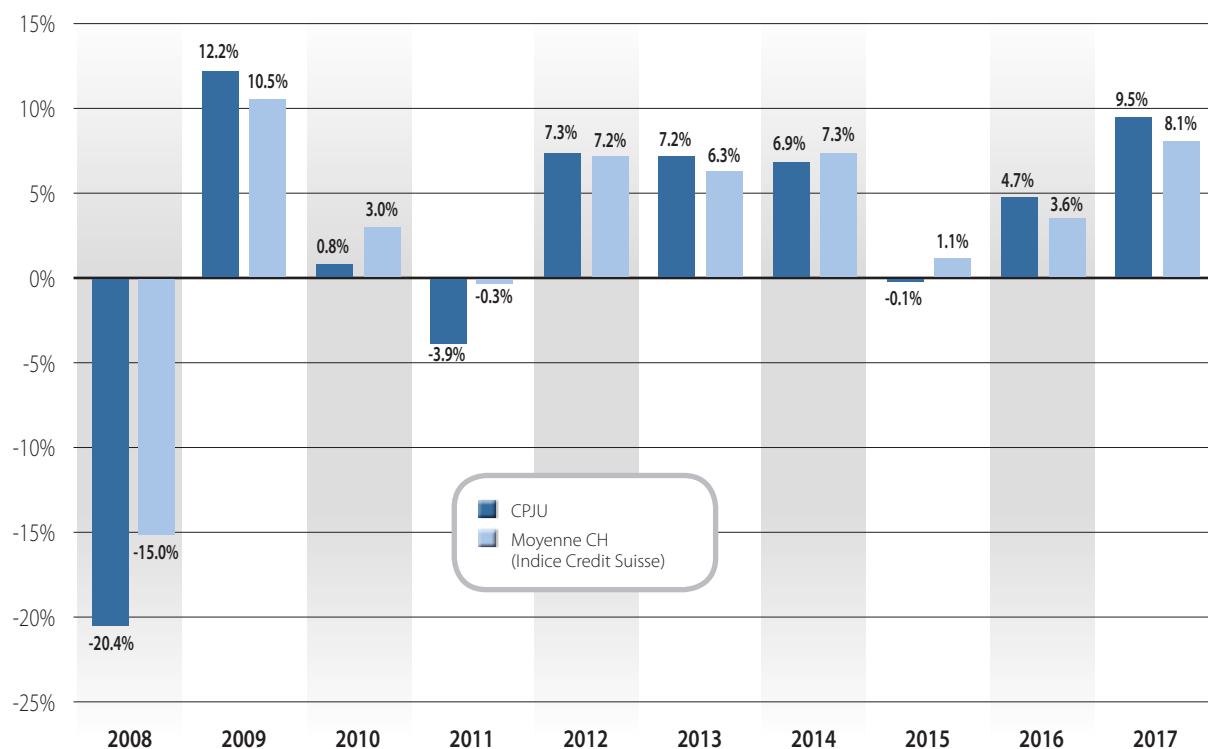
2.6.6 Prêts aux employeurs, prêts hypothécaires et prêts divers

Les prêts aux employeurs sont constitués de prêts en lien avec la recapitalisation de la Caisse pour CHF 43,6 mio, du prêt Campus Strate J pour CHF 53,2 mio, du fonds spécial membres du Gouvernement pour CHF 0,8 mio et de prêts hypothécaires accordés aux assurés pour un peu plus de 0,3 mio. Le solde étant composé de diverses créances en suspens.

2.6.7. Performance brute des classes d'actifs de la Caisse

Performance en %	Allocation		Performance en %	
	mio CHF	%	CPJU	Indices de réf.
Liquidités et placements à c.t.	16.7	1.3 %	0.1 %	-0.9 %
Prêts aux employeurs affiliés et prêts divers	101.2	8.0 %	3.1 %	3.0 %
Obligations suisses	131.2	10.3 %	0.5 %	0.1 %
Obligations gouvernementales en M.E.	75.3	5.9 %	0.8 %	-0.2 %
Obligations d'entreprises en M.E.	62.9	4.9 %	3.5 %	3.2 %
Obligations de pays émergents	38.6	3.0 %	5.8 %	7.7 %
Actions suisses	158.6	12.5 %	22.1 %	19.9 %
Actions étrangères ex-EME	186.6	14.7 %	17.8 %	17.3 %
Actions de marchés émergents	60.5	4.8 %	30.6 %	31.6 %
Matières premières	47.7	3.8 %	2.0 %	-0.6 %
Immobilier suisse coté	116.4	9.2 %	3.9 %	6.6 %
Immobilier suisse non coté (y.c. parc immobilier)	231.6	18.2 %	10.3 %	5.4 %
Immobilier étranger indirect	44.1	3.5 %	6.7 %	6.1 %
Global	1'271.4	100 %	9.5%	8.1 %

2.6.8. Evolution de la performance globale de la Caisse



2.6.9 Couvertures de change

Les derniers mois de 2017 ont été marqués par la poursuite des tensions géopolitiques entre les Etats-Unis et la Corée du Nord, la réforme fiscale aux Etats-Unis, l'espoir que la BCE resserre sa politique monétaire plus tôt que prévu ainsi que le battage autour des cryptomonnaies. Dans ce contexte, l'USD a continué de baisser en fin d'année, le billet vert perdant principalement du terrain face à l'EUR.

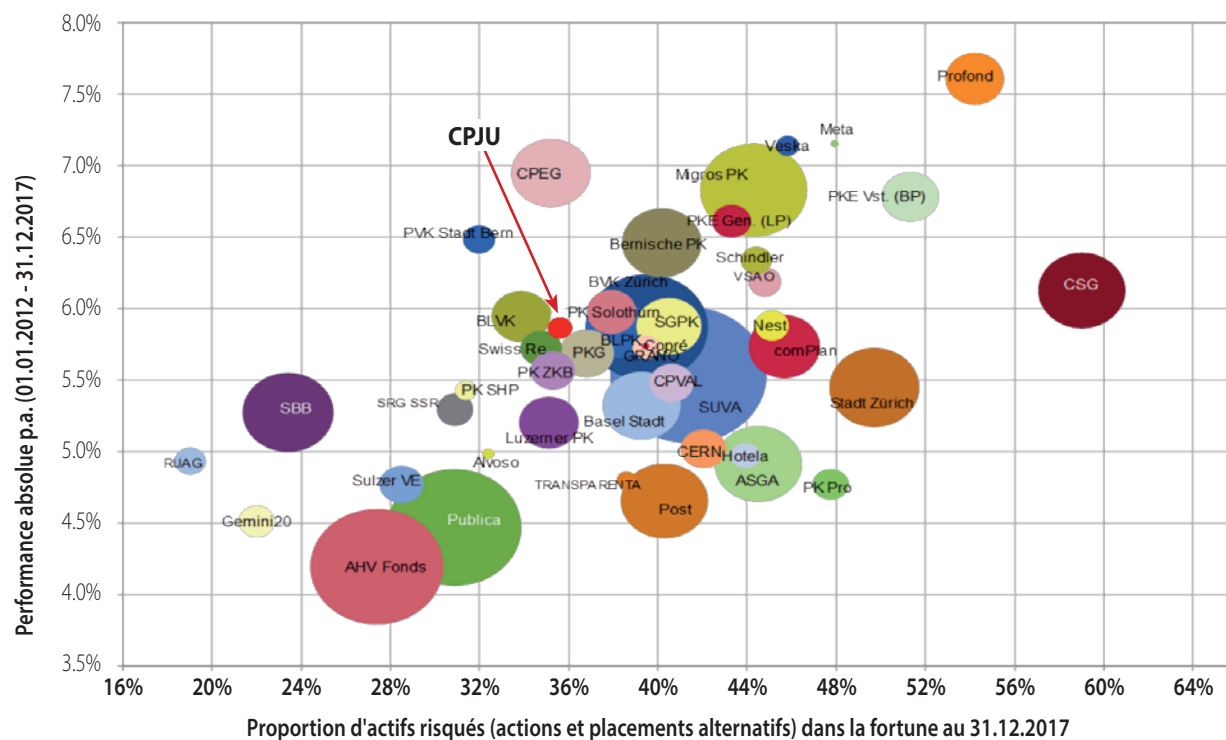
La Caisse applique une couverture passive sur l'USD, le Yen, l'Euro, la GBP, le CAD et l'AUD. Le montant notionnel à couvrir est calculé en fonction de l'exposition de la Caisse à ces monnaies. Les actions internationales et de marchés émergents ne sont pas couvertes. Durant l'exercice sous revue, la couverture de change a coûté 0,27 % de performance sur le portefeuille.

Porrentruy, mai 2018

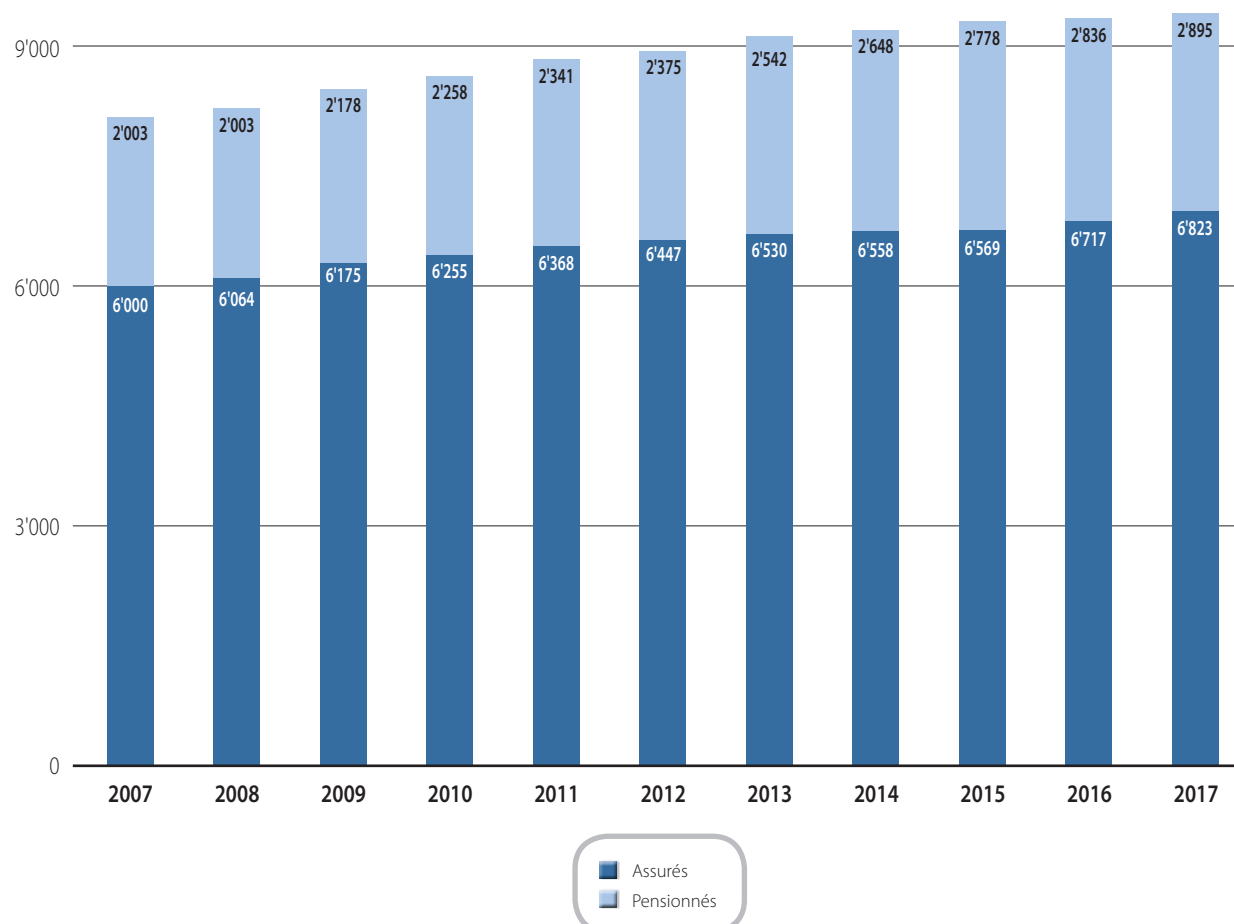
CAISSE DE PENSIONS DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le Conseil d'administration

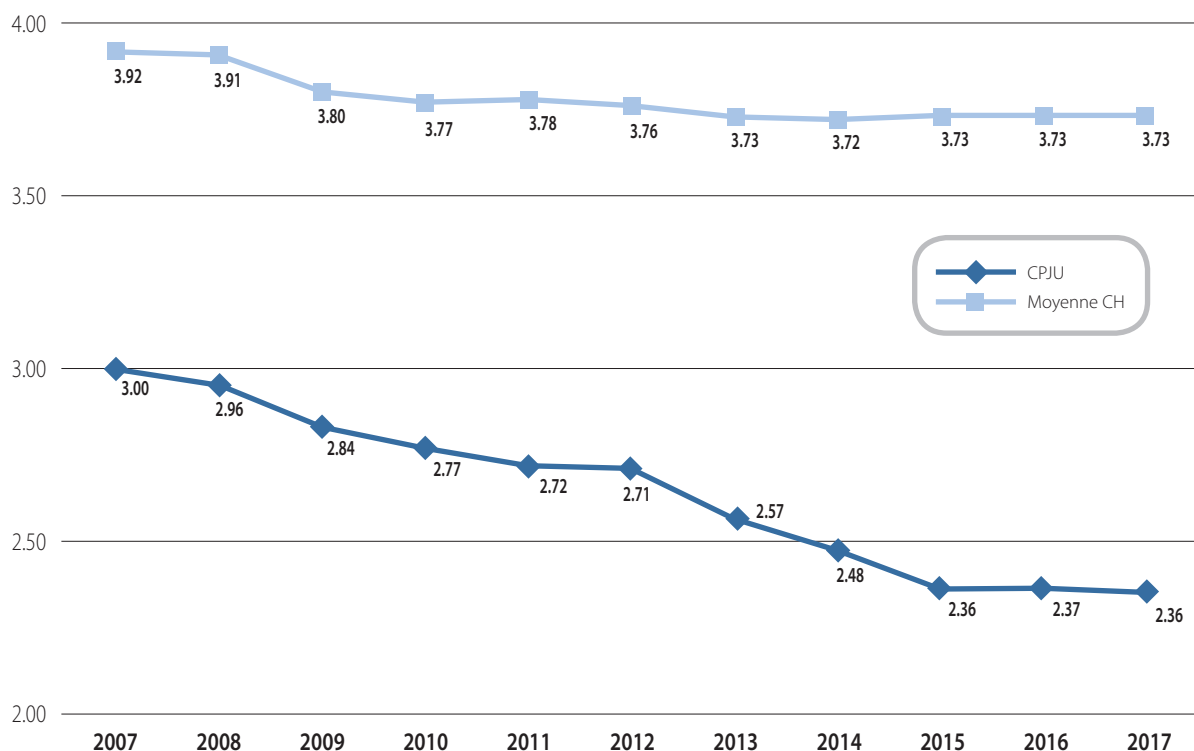
Performance absolue par année (comparatif 2012 - 2017)



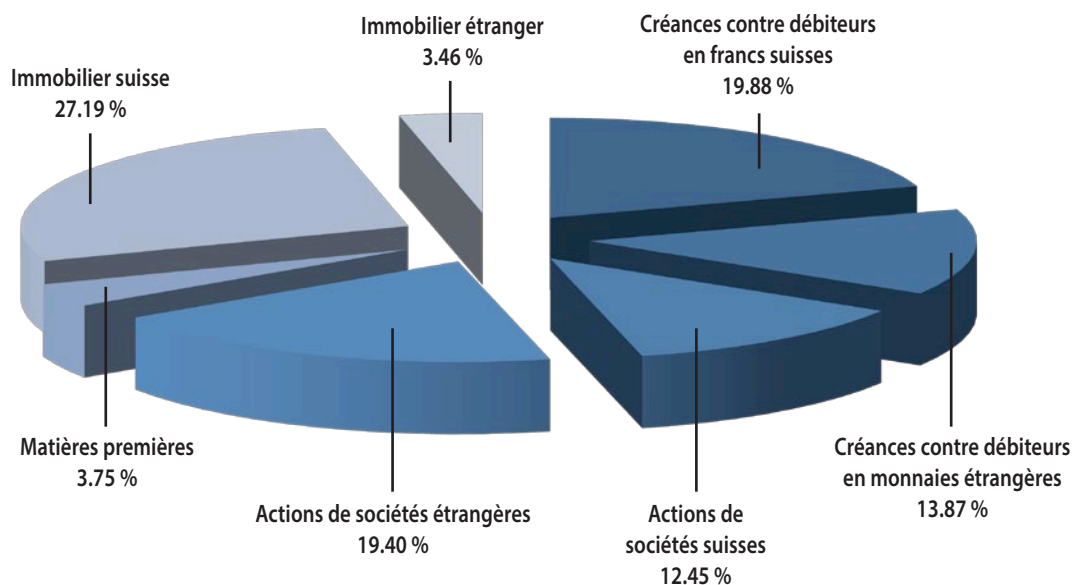
Evolution de l'effectif des assurés de la CPJU



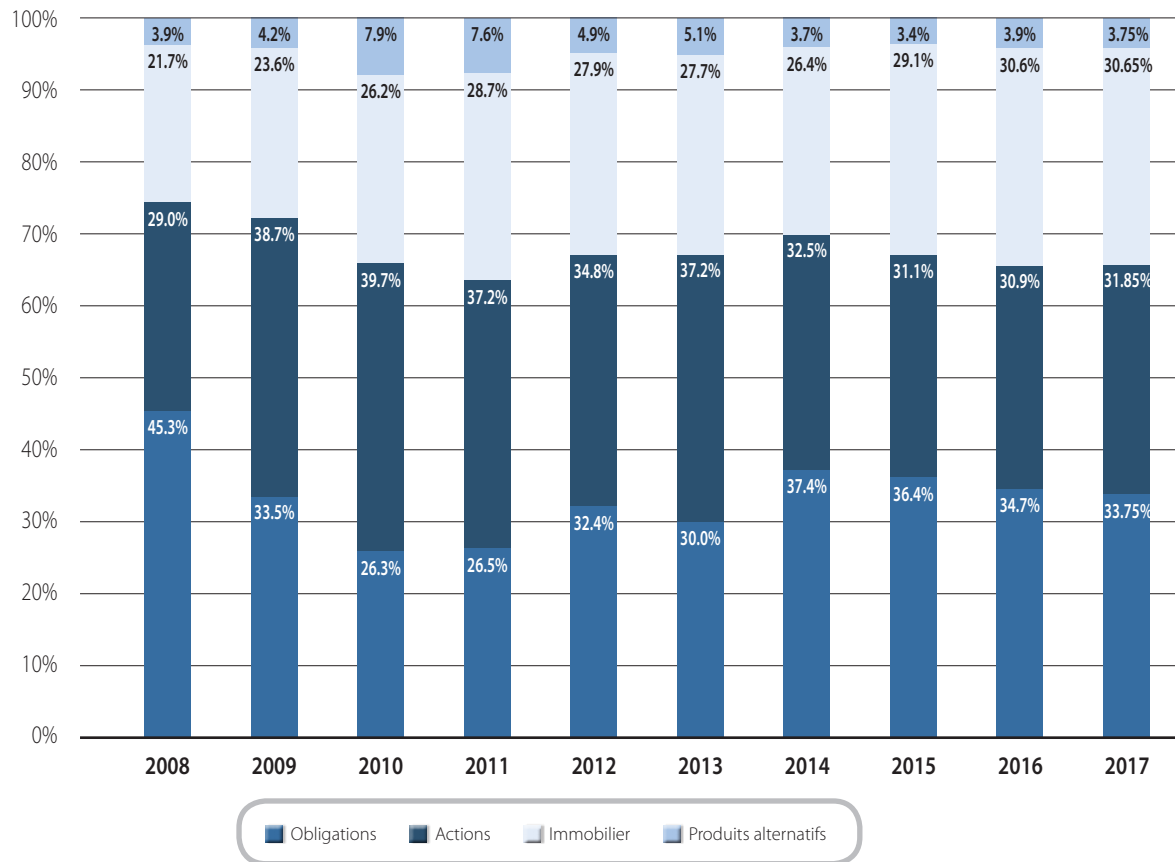
Rapport démographique de la Caisse (nombre d'assurés pour un pensionné)



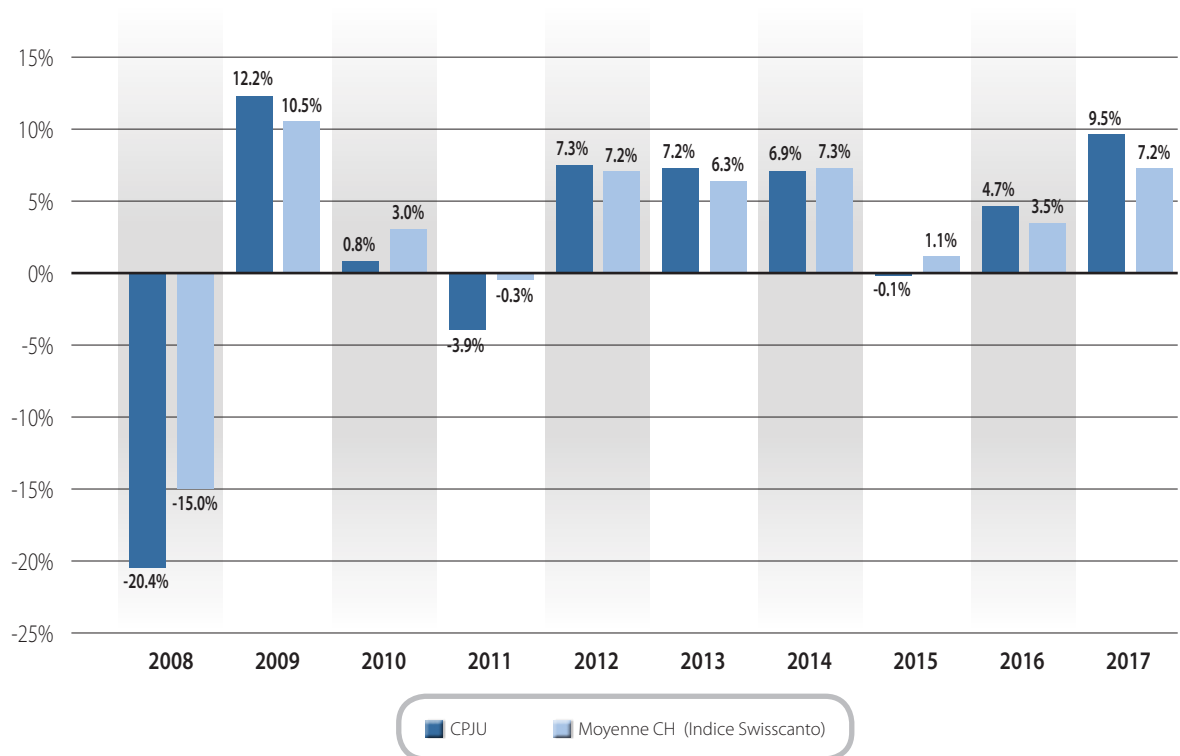
Répartition de la fortune par catégories de placements au 31.12.2017



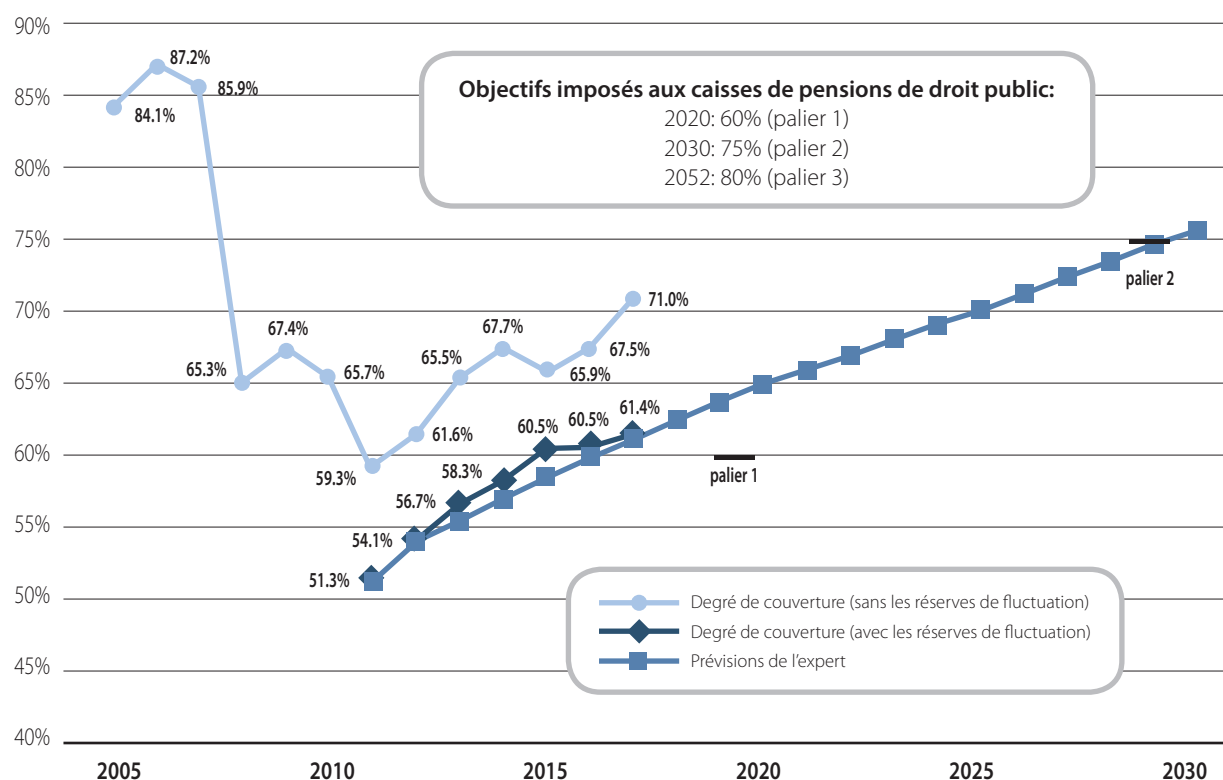
Evolution de la répartition de la fortune par catégories de placements



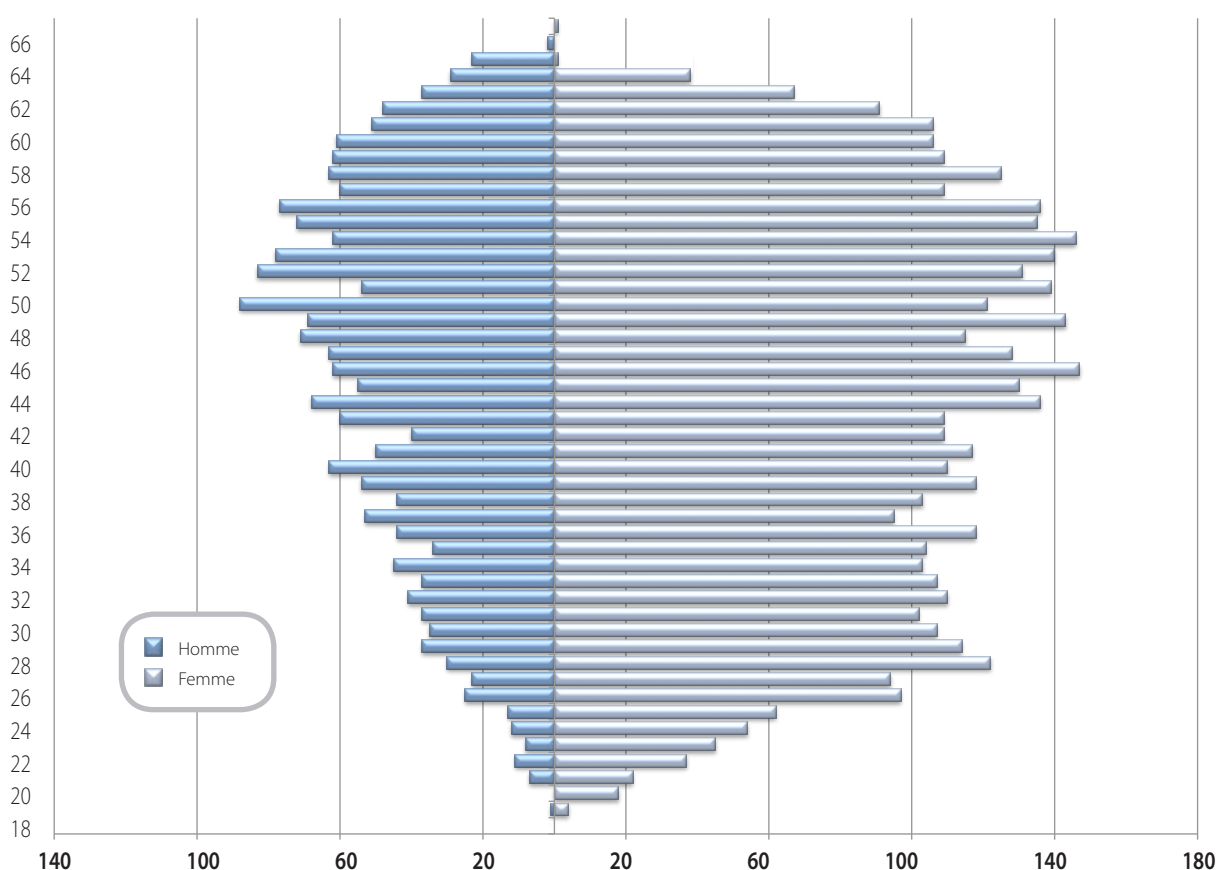
Performance globale de la fortune en comparaison avec la moyenne suisse



Evolution du degré de couverture



Pyramide des âges - Assurés actifs



BILAN au 31.12.2017 / 31.12.2016

(en milliers de CHF)		INDEX ANNEXE	31.12.2017	31.12.2016
ACTIF				
Placements			1'271'353	1'173'416
Disponibilités et placements à court terme	6.4		16'721	14'774
Prêts et créances contre les employeurs affiliés	6.4		100'037	102'015
Prêts hypothécaires et prêts divers	6.4		1'115	1'385
Obligations de débiteurs suisses et étrangers	6.4		307'938	290'922
Actions de sociétés suisses et étrangères	6.4		405'729	360'749
Placements alternatifs	6.4		47'718	45'776
Immobilier suisse et étranger	6.4		392'095	357'794
Compte de régularisation actif			2'904	3'622
Actifs transitoires	7.1		2'904	3'622
Total ACTIF			1'274'257	1'177'038
PASSIF				
Dettes			13'144	10'410
Prestations de libre passage et pensions en suspens			11'808	9'391
Transferts de libre passage en suspens			199	375
Fonds de garantie LPP			234	215
Autres dettes	7.2		903	429
Compte de régularisation passif			1'177	2'818
Passifs transitoires			1'177	2'818
Capitaux de prévoyance et provisions techniques (100 %)			1'774'120	1'723'519
Capital de prévoyance des assurés	5.2		818'899	793'623
Capital de prévoyance des pensionnés	5.4		855'667	859'967
Provision technique pour longévité	5.7		11'839	8'944
Provision technique pour fluct. des risques décès et inval.	5.7		5'090	5'170
Provision technique pour mesures d'accompagnement	5.7		45'716	53'047
Provision technique pour mesures d'accompagnement inval.	5.7		815	752
Provision technique pour événements spéciaux	5.7		35'000	0
Fonds de réserve des membres du Gouvernement	5.8		0	1'456
Fonds de réserve des membres de la Police cantonale	5.9		1'094	561
Part de financement en répartition			- 684'184	- 680'790
Réserves de fluctuation			170'000	121'080
Réserve de fluctuation de valeurs	6.3		170'000	121'080
Total PASSIF			1'274'257	1'177'038

(en milliers de CHF)	INDEX ANNEXE	31.12.2017	31.12.2016
+ Cotisations et apports ordinaires		73'970	72'961
Cotisations des salariés	3.2	32'066	31'283
Cotisations des employeurs	3.2	41'418	40'802
Primes uniques et rachats		395	874
Subsides du Fonds de garantie LPP		91	2
+ Prestations d'entrée		14'163	12'666
Apports de libre passage		13'391	12'263
Remboursements propriété du logement / divorce		772	403
1) Apports provenant de cotisations et prestations d'entrée		88'133	85'626
- Prestations réglementaires		- 71'056	- 69'197
Pensions de vieillesse		- 51'161	- 50'762
Pensions de survivants		- 8'393	- 8'061
Pensions de conjoints divorcés		- 6	0
Pensions d'invalidité		- 2'481	- 2'633
Pensions d'enfants		- 803	- 821
Autres prestations réglementaires	7.3	- 1'365	- 3'676
Prestations en capital à la retraite		- 6'813	- 3'245
Prestations en capital au décès et à l'invalidité		- 34	0
- Prestations de sortie		- 31'410	- 22'993
Prestations de libre passage en cas de sortie		- 25'692	- 17'478
Versements anticipés pour la propriété du logement / divorce		- 5'718	- 5'515
2) Dépenses relatives aux prestations et versements anticipés		- 102'466	- 92'189
= Sous-total (1 et 2) : cash-flow dans le domaine « assurance »		- 14'333	- 6'563
3) Dissolution (+) / Constitution (-) de capitaux de prévoyance et de provisions techniques		- 47'166	- 15'708
Dis. / Cons. de capitaux de prévoyance des assurés	5.2	- 8'724	- 26'169
Dis. / Cons. de capitaux de prévoyance des pensionnés	5.4	4'300	6'748
Dis. / Cons. de provision technique pour longévité	5.7	- 2'895	- 2'911
Dis. / Cons. de prov. techn. pour fluct. des risques déc. / inval.	5.7	80	50
Dis. / Cons. de prov. pour mesures d'accompagnement	5.7	7'331	4'066
Dis. / Cons. de prov. pour mesures d'accompagnement (invalides)	5.7	- 63	- 752
Dis. / Cons. de prov. pour événements spéciaux	5.7	- 35'000	0
Dis. / Cons. du Fds de réserve des membres du Gouvernement	5.8	1'155	154
Dis. / Cons. du Fds de réserve des membres de la Police cant.	5.9	- 192	- 58
Rémunération des capitaux d'épargne	5.2	- 16'552	- 7'161
Modification de la part de financement en répartition		3'394	10'324
4) Charges d'assurance		- 320	- 215
Cotisations au Fonds de garantie LPP		- 320	- 215
= Résultat net de l'activité d'assurance (1 à 4)		- 61'819	- 22'486
5) Résultat net des placements		112'137	52'970
Résultat sur disponibilités et placements à court terme	6.6	79	- 420
Résultat sur prêts et créances contre les employeurs affiliés	6.6	2'921	2'450
Résultat sur prêts hypothécaires et prêts divers	6.6	61	75
Résultat sur obligations de débiteurs suisses et étrangers	6.6	5'282	8'341
Résultat sur actions de sociétés suisses et étrangères	6.6	75'170	22'241
Résultat sur placements alternatifs	6.6	1'185	5'776
Résultat sur immobilier suisse et étranger	6.6	32'574	19'304
Frais de gestion de fortune	6.7	- 5'135	- 4'798
6) Autres charges et produits divers		- 27	- 72
Intérêts moratoires sur prestations de sortie		- 93	- 113
Produits divers		66	41
7) Frais d'administration		- 1'371	- 1'299
Frais d'administration	7.4	- 1'286	- 1'203
Honoraires de l'expert agréé et de l'organe de révision	7.4	- 68	- 86
Emoluments de l'Autorité de surveillance	7.4	- 17	- 10
8) Modification des réserves de fluctuation		- 48'920	- 29'114
Dimin. / Augm. de la réserve de fluctuation de valeurs		- 48'920	- 29'114
Dimin. / Augm. de la réserve de fluctuation dans la répartition		0	0
= Excédent de produits (+) / charges (-) (1 à 8)		0	0

ANNEXES

1. Bases et organisation

1.1. Forme juridique et but

Une institution de droit public, sous la dénomination « Caisse de pensions de la République et Canton du Jura » (ci-après la Caisse), a été créée par décret du Parlement le 12 février 1981. Depuis le 1^{er} février 2010, elle est régie par la loi sur la Caisse de pensions (RSJU 173.51), modifiée avec effet au 1^{er} janvier 2014.

Elle participe à l'application du régime de l'assurance obligatoire introduit par la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP), entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1985.

La Caisse a pour but d'assurer ses membres contre les conséquences économiques de la vieillesse, de l'invalidité et du décès. De type autonome, elle est financée selon le principe de la primauté des cotisations depuis le 1^{er} janvier 2014.

1.2. Enregistrement au Registre de la prévoyance professionnelle et Fonds de garantie LPP

La Caisse est inscrite au Registre de la prévoyance professionnelle auprès de l'Autorité de surveillance LPP et des fondations de Suisse occidentale, basée à Lausanne. Par cette inscription, elle s'oblige à satisfaire au moins aux exigences minimales de la LPP. Par ailleurs, elle cotise au Fonds de garantie LPP.

1.3. Indication des actes et des règlements

	Date	En vigueur dès le
Loi sur la Caisse de pensions de la République et Canton du Jura	2 octobre 2013	1 ^{er} janvier 2014
Prévoyance		
Règlement de prévoyance	19 mars 2014	1 ^{er} janvier 2014
Règlement concernant l'affiliation d'un employeur	26 septembre 2014	1 ^{er} octobre 2014
Règlement concernant les passifs de nature actuarielle	9 juillet 2014	1 ^{er} janvier 2014
Règlement concernant la liquidation partielle	20 avril 2016	13 mai 2016
Règlement concernant les émoluments et les frais perçus	19 mars 2014	19 mars 2014
Finances		
Règlement de placements	2 décembre 2016	1 ^{er} janvier 2016
Règlement concernant l'octroi de prêts hypothécaires aux membres de la Caisse de pensions	29 septembre 2010	29 septembre 2010
Règlement concernant l'octroi de prêts aux employeurs affiliés	29 septembre 2010	29 septembre 2010
Organisation et divers		
Règlement d'organisation	28 octobre 2015	1 ^{er} janvier 2016
Règlement du personnel	1 ^{er} septembre 2017	1 ^{er} septembre 2017

1.4. Organe de gestion (paritaire) / Droit à la signature

Conseil d'administration

		Fonction	Représentation
Pascal Charmillot	Courtételle	président	1 / 2
Stéphane Piquerez	Porrentruy	membre	2
Jocelyn Saucy	Delémont	"	2
Maxime Zuber	Moutier	"	2
Christophe Maillard	Courtemaîche	membre	3
Alphonse Poupon	Delémont	"	3
Claude Rebetez	Porrentruy	"	3
Claude-Alain Chapatte	Vicques	"	3

1: Le président est nommé alternativement parmi les administrateurs représentant les employeurs et parmi ceux représentant les assurés

2: Désignés par le Gouvernement et représentant l'Etat et les employeurs affiliés

3: Elus par l'Assemblée des délégués et représentant les assurés

La durée du mandat d'administrateur correspond à la législature cantonale (art. 23 LCP). Un administrateur est rééligible deux fois.

La Caisse est valablement engagée, pour toutes les décisions formellement prises par le Conseil, par la signature collective à deux:

a) du président ou d'un membre du Conseil et du directeur;

b) du président et d'un membre du Conseil.

Commissions permanentes

Le Conseil peut créer, en son sein, des commissions à caractère permanent ou temporaire. La Caisse compte deux commissions permanentes, constituées comme suit:

Commission technique et administrative, abrégée CTA

Alphonse Poupon	président
Claude Rebetez	membre
Jocelyn Saucy	membre
Maxime Zuber	membre

La CTA traite principalement des décisions particulières relevant de la gestion des assurés et des pensionnés de la Caisse, ainsi que les dossiers relatifs au personnel administratif de la Caisse. Elle préavis à l'attention du Conseil les modifications de loi et de règlements, ainsi que le budget pour l'entretien et le développement de son parc immobilier.

Commission de placement, abrégée CPL

Christophe Maillard	président
Claude-Alain Chapatte	membre
Pascal Charmillot	membre
Stéphane Piquerez	membre

Dans le cadre de l'allocation stratégique de la fortune déterminée par le Conseil, la CPL a pour mission de gérer la fortune de la Caisse. Elle préavis à l'attention du Conseil tout projet d'acquisition ou de vente d'immeubles.

Les coordonnées de l'institution sont les suivantes:

Caisse de pensions de la République et Canton du Jura

Rue Auguste-Cuenin 2

Case postale 1132

2900 Porrentruy

Téléphone: 032 465 94 40

Fax: 032 466 71 40

Courriel: admin@cpju.ch

Internet: www.cpju.ch

1.5. Expert, organe de révision, conseiller, dépositaire global et Autorité de surveillance

Expert agréé (art. 30 LCP)	M. Gilles Guenat, AON Suisse SA, Neuchâtel
Organe de révision (art. 29 LCP)	PricewaterhouseCoopers, Lausanne
Conseiller institutionnel	M. Pascal Frei, PPCmetrics SA, Zurich et Nyon
Dépositaire global	Credit Suisse, Zurich
Autorité de surveillance	Autorité de surveillance LPP et des fondations de Suisse occidentale, Lausanne

1.6. Assemblée des délégués

L'Assemblée des délégués se compose de trente membres. La répartition se fait sur la base de six groupes (Corps enseignant, Magistrats et fonctionnaires, Hôpital du Jura et homes médicalisés, Institutions et communes, Pensionnés, Assurés ne faisant pas partie d'une organisation professionnelle).

Le 13 janvier 2016, elle s'est constituée pour la législature 2016-2020. Elle a désigné son président, son 1^{er} vice-président, son 2^e vice-président et son assesseur. Ces quatre fonctions forment le Bureau de ladite assemblée et sont occupées par :

Alain Mertz, Bure	président
Jean-Claude Zumbach, Moutier	1 ^{er} vice-président
Catherine Rebetez, Dampheux	2 ^e vice-présidente
Rémy Meury, Delémont	assesseur

Quant à l'Assemblée proprement dite, elle compte les représentants suivants :

Groupe « Corps enseignant » ou SEJ (7 délégués)

Christine Beureux, Alle; Vincent Brêchet, Montsevelier; Denis Frund, Soyhières; Benoît Gogniat, Saignelégier; Cécile Mamie-Campedel, Porrentruy; Rémy Meury, Delémont; Roland Zbinden, Delémont.

Groupe « Magistrats et fonctionnaires » ou APJU (8 délégués)

Joseph Beuchat, Corban; Thierry Erard, Courroux; Sophie Frund, Porrentruy; Jacques Henry, Porrentruy; Willy Huguelet, Delémont; Christine Lachat, Courgenay; Alain Mertz, Bure; Claude Adrien Schaller, Saignelégier.

Groupe « Hôpital du Jura et établissements médico-sociaux » ou SSP (6 délégués)

Robert Cattin, Chevenez; Bénédicte Demagistri, Delémont; Carla Maggioni, Bure; Anne-Marie Rottet, Delémont; Christine Mbaye, Porrentruy; Jean-Claude Zumbach, Moutier.

Groupe « Institutions et communes » ou SYNA (5 délégués)

Stéphanie Gisiger, Delémont; Catherine Rebetez, Dampheux; Fabienne Turberg Lobsiger, Delémont; Monique Walker, Saignelégier; Françoise Woudman, Delémont.

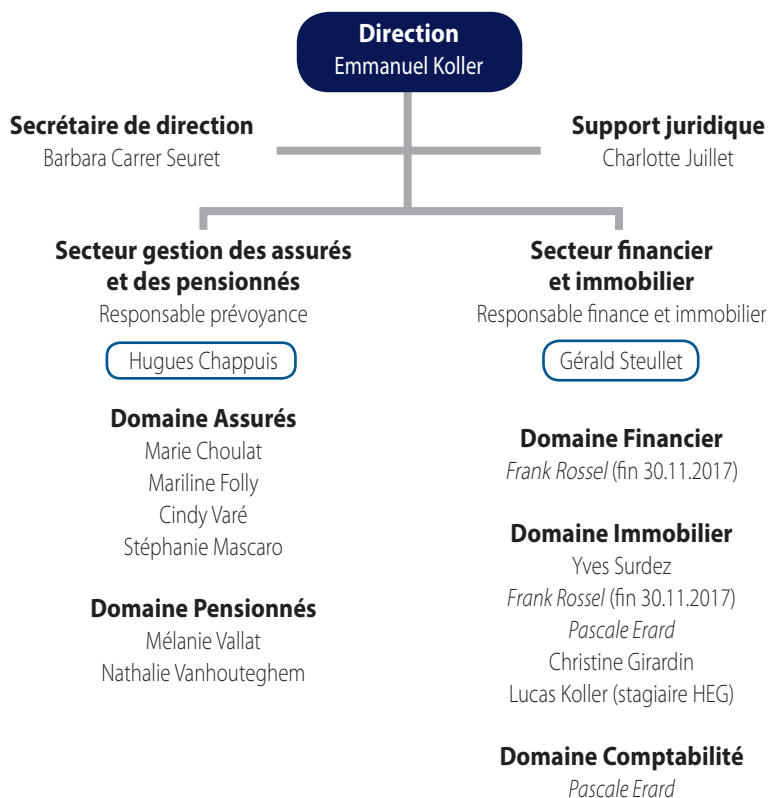
Groupe « Pensionnés » (3 délégués)

Etienne Cattin, Courrendlin; Simone Donzé, Delémont; Philippe Rottet, Delémont.

Groupe « Assurés non-membres d'une organisation professionnelle » (1 délégué)

Marc Grossenbacher, Courgenay.

1.7. Administration



M. Emmanuel Koller occupe la fonction de directeur depuis le 1^{er} janvier 2017. Un comité de direction est composé du responsable secteur financier et immobilier, M. Gérald Steullet, du responsable secteur prévoyance, M. Hugues Chappuis et du directeur.

M. Frank Rossel, adjoint au responsable de la gestion immobilière, a quitté la Caisse au 30 novembre 2017. Un poste de gestionnaire bâtiment a été mis au concours.

Note : les personnes en *italique* partagent leur activité entre plusieurs domaines.

1.8. Employeurs affiliés

	31.12.2017	31.12.2016
Etat et établissements autonomes	4	4
Hôpital du Jura et établissements médico-sociaux	5	5
Communes	17	17
Institutions et associations diverses	49	49
Triages forestiers	7	7
	82	82

2. Assurés et pensionnés

2.1. Assurés cotisants

Effectif fin d'exercice

	9'718	9'553
Hommes	2'142	2'123
Femmes	4'681	4'594
Total	6'823	6'717

Commentaires: Les assurés partiellement cotisants ou à temps partiel sont comptés pour une unité. Les personnes assurées affiliées auprès de plusieurs employeurs sont comptés pour une unité auprès de chaque employeur. L'effectif des assurés cotisants progresse légèrement de 1.6%.

Evolution des assurés cotisants

Nombre de cotisants au début de l'exercice

	6'717	6'569
Affiliations	824	760
Pensionnés réactivés	0	1
Augmentation	824	761
Démissions	-615	-523
Pensionnés en suspens	-18	-19
Retraites	-102	-78
Capital-retraite sans pension	0	0
Décès avec pension	-6	-5
Décès sans pension	0	0
Invalides	0	0
Correctifs (demi-pensionnement)	23	12
Diminution	-718	-613
Nombre de cotisants à la fin de l'exercice	6'823	6'717

2.2. Bénéficiaires de rentes

	31.12.2017	31.12.2016
Retraités	2'131	2'081
Enfants de retraités	62	61
Invalides	192	195
Enfants d'invalides	82	84
Conjoints survivants	373	362
Conjoints divorcés	2	0
Orphelins	53	53
Total	2'895	2'836
Evolution de l'effectif des pensionnés		
Nombre de bénéficiaires au début de l'exercice	2'836	2'778
Nouveaux retraités (assurés)	100	90
Nouveaux invalides	27	20
Nouveaux conjoints survivants	22	24
Nouveaux conjoints survivants divorcés	2	0
Nouveaux enfants	31	36
Augmentation	182	170
Décès	-61	-52
Extinctions de rente (invalides ou enfants) et autres motifs	-52	-61
Correction	-10	1
Diminution	-123	-112
Nombre de bénéficiaires à la fin de l'exercice	2'895	2'836

Les anciens membres du Gouvernement ou leur conjoint survivant, ne sont pas comptés ni dans l'effectif des assurés, ni dans celui des pensionnés. Suite à la nouvelle loi concernant la prévoyance des membres du Gouvernement du 22 novembre 2017, quatre ministres actuellement en charge ont été réintégrés dans l'effectif des assurés actifs.

3. Nature de l'application du but

3.1. Explication des plans de prévoyance

La Caisse gère la prévoyance professionnelle de trois collectivités d'assurés. Dès le 1^{er} janvier 2014, le régime de prévoyance est fondé sur la primauté des cotisations pour les prestations de retraite et se résume ainsi:

a) Plan principal

Tant que l'assuré n'a pas atteint ses 22 ans révolus, il est couvert uniquement contre les risques d'invalidité et de décès. Dès 22 ans révolus, il est assuré pour les prestations vieillesse.

L'âge terme réglementaire est fixé à 64 ans pour les femmes et à 65 ans pour les hommes. Cependant, si les rapports de service s'étendent au-delà de ces âges, l'affiliation perdure, au plus tard jusqu'à 70 ans. Une retraite anticipée est également possible dès 58 ans.

S'agissant de la pension d'invalidité, elle est égale à 55 % du dernier traitement cotisant. Quant à la pension de conjoint survivant, elle est égale à 70 % du montant minimum entre la pension d'invalidité assurée et la pension de retraite assurée. La pension d'enfant est égale à 20 % de la pension d'invalidité assurée.

b) Membres de la Police cantonale

L'âge terme des membres de la Police cantonale est fixé à 60 ans. Dans la mesure où ils ont l'obligation de partir à cet âge, ces assurés bénéficient d'une rente-pont entre 60 ans et 62 ans (femmes) / 63 ans (hommes). Par ailleurs, considérant le fait que la période de cotisations de ces assurés est plus courte, une bonification supplémentaire annuelle de 2.5 % est prévue alors que le financement de la rente-pont est de 2.2 %.

3.2. Financement, méthodes de financement

Les cotisations (exprimées en pourcent du traitement cotisant) sont déterminées en fonction de l'âge de l'assuré et sont comprises dans les fourchettes suivantes:

- assurés de moins de 22 ans: 3,0 % (assuré 1,2 %, employeur 1,8 %);
- catégorie a): 16,1 - 28 % (assuré 8,8 - 10,4 %, employeur 7,3 - 17,6 %);
- catégorie b): les mêmes taux que la catégorie a) majorés de 4,70 % (assuré + 2,35 %, employeur + 2.35 %)

Par ailleurs, une cotisation extraordinaire est facturée à raison de 0,5 % pour les assurés et 0,5 % pour les employeurs. Ce financement additionnel a pour but de permettre l'exécution du plan de financement dans les délais imposés par le droit fédéral, à savoir au plus tard en 2052.

Quelle que soit la catégorie, le traitement cotisant est égal aux 85 % du traitement AVS réduits d'un montant de coordination correspondant aux 2/3 de la rente complète maximale de l'AVS (CHF 18'800.00 en 2017). Le montant de coordination est adapté au taux d'occupation de l'assuré.

Il a été décidé de créditer un intérêt de 2.25 % sur les comptes-épargne des assurés pour l'année 2017.

Il a été décidé d'appliquer un taux d'intérêt de 0 % sur les comptes-épargne des assurés pour les mutations qui interviennent en cours d'année 2018.

Les taux s'appliquent tant aux avoirs de retraite des cotisants que des invalides.

La méthode de financement retenue pour les prestations de retraite est le système de la capitalisation, pour les autres prestations celui de la répartition des capitaux de couverture.

4. Principes d'évaluation et de présentation des comptes, permanence

4.1. Confirmation sur la présentation des comptes selon la Swiss GAAP RPC 26

En application de l'article 47 de l'Ordonnance sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (OPP 2), les comptes de la Caisse sont présentés en conformité avec la recommandation comptable Swiss GAAP RPC 26.

4.2. Principes comptables et d'évaluation

Généralités

Toutes les valeurs en monnaies étrangères sont converties en francs suisses au cours de change du dernier jour ouvrable de l'année. Les dépréciations économiquement nécessaires, liées à un risque spécifique, sont portées directement en diminution des actifs correspondants.

Principes d'évaluation :

- **Disponibilités et placements à court terme**

Les valeurs au bilan représentent les sommes effectivement dues à l'Institution.

- **Prêts aux employeurs affiliés, Prêts hypothécaires et Prêts divers**

Les prêts aux employeurs affiliés, les prêts hypothécaires, ainsi que les prêts divers, sont portés au bilan à leur valeur nominale, déduction faite, le cas échéant, de corrections de valeurs dictées par les circonstances (pour les prêts hypothécaires, correctif de CHF 10'000.00 en 2017 inchangé par rapport à 2016).

- **Obligations de débiteurs suisses et étrangers**

Les obligations et autres créances de débiteurs suisses et étrangers sont portées au bilan à leur valeur boursière. Les parts de fondations d'investissement (placements collectifs) sont également portées au bilan à leur valeur boursière (revenus courus compris).

- **Actions de sociétés suisses et étrangères**

Les actions et les parts de fondations d'investissement (placements collectifs) sont portées au bilan à leur valeur boursière.

- **Placements alternatifs**

Les placements alternatifs sont portés au bilan à leur valeur boursière.

- **Immobilier suisse**

Les immeubles figurent au bilan à leur valeur vénale estimée. La valeur vénale des immeubles est déterminée selon la méthode Discounted Cash Flow (DCF) établie en fin d'année 2017 par l'expert immobilier Wüest Partner SA. Les parts de fonds et fondations d'investissement (placements collectifs) sont portées au bilan à leur valeur boursière (revenus courus compris).

- **Immobilier étranger**

Les placements collectifs investis dans l'immobilier à l'étranger sont portés au bilan à leur valeur boursière (revenus courus compris).

- **Terrains**

Les terrains figurent au bilan à leur valeur vénale, estimée sur la base du prix du marché local.

- **Capitaux de prévoyance et provisions techniques**

Les principes de détermination des capitaux de prévoyance et des provisions techniques sont donnés aux chapitres 5.6. et 5.7.

4.3. Modification des principes comptables, d'évaluation et de présentation des comptes

L'immobilier suisse géré en direct a été évalué selon la méthode Discounted Cash Flow (DCF).

5. Couverture des risques / Règles techniques / Degré de couverture

5.1. Nature de la couverture des risques, réassurances

La Caisse assume elle-même le risque vieillesse et les risques décès et invalidité. La Caisse dispose en outre d'une provision de fluctuation des risques de CHF 5.09 mio.

5.2. Evolution du capital de prévoyance pour les assurés en primauté des cotisations

	2017 (en milliers de CHF)	2016 (en milliers de CHF)
Solde initial du capital de prévoyance pour les assurés	793'623	760'293
Modification liée au nouvel état des assurés au 31 décembre	25'276	33'330
./. Complément norme minimale / minimum LPP	-96	-129
./. Compte de retraite anticipée	0	0
./. Capital de prévoyance des assurés en suspens	-1'787	-1'452
Bonifications de retraite	61'043	59'795
Apport de libre passage et apport individuel	16'657	13'374
Remboursements (accession à la propriété et divorce)	758	365
Intérêts	16'553	7'161
Retraits (accession à la propriété et divorce)	-5'797	-5'629
./. Prestations de libre passage versées	-28'798	-17'570
./. Dissolutions dues aux retraites/invalidités/suspens/décès	-34'251	-24'584
Ajustements liés aux transferts	122	116
+ Capital de prévoyance des assurés en suspens	820	1'787
+ Compte de retraite anticipée	0	0
+ Complément norme minimale / minimum LPP	53	96
Solde final du capital prévoyance pour les assurés	818'899	793'623

5.3. Total des avoirs de vieillesse selon la LPP

	2017 (en milliers de CHF)	2016 (en milliers de CHF)
Avoirs de vieillesse selon la LPP (comptes témoins)	368'640	357'228
Taux d'intérêt minimal LPP arrêté par le Conseil fédéral	1.00 %	1,25 %

5.4. Evolution du capital de prévoyance pour les pensionnés

	2017 (en milliers de CHF)	2016 (en milliers de CHF)
Solde du capital de couverture au 1 ^{er} janvier	859'967	866'715
Modification liée au nouvel état des pensionnés au 31 décembre	-4'300	-6'748
Total du capital de couverture pour les pensionnés	855'667	859'967

5.5. Résultats de la dernière expertise actuarielle

La dernière expertise actuarielle a été établie au 31.12.2014. Il en ressort que le degré de couverture selon l'article 44 OPP2 s'élevait à 67,7 %.

L'expert conclut son rapport d'expertise en indiquant que :

- le plan de financement adopté au sens de l'article 72a, alinéa 1, LPP est respecté ;
- la Caisse satisfait aux exigences légales en matière de sécurité ;
- les dispositions réglementaires de nature actuarielle et relatives aux prestations et au financement sont conformes aux prescriptions légales ;
- en capitalisation complète, le financement est suffisant et le rendement nécessaire est inférieur au rendement attendu ;
- en capitalisation partielle, le respect du plan de financement futur ne sera vérifié formellement que dans le cadre des simulations effectuées en 2017 et l'adaptation éventuelle du plan de financement sera adressée à l'As-So ;
- compte tenu du respect actuel de son plan de financement, ainsi que de l'existence d'une garantie de l'Etat pour la couverture de ses prestations conformément à l'article 72c LPP, la Caisse offre la garantie qu'elle peut remplir ses engagements réglementaires.

5.6. Bases techniques et autres hypothèses significatives sur le plan actuariel

Les calculs actuariels sont effectués au moyen des tables VZ 2010 (2012), au taux technique de 3,0 %. La Caisse utilise ces bases depuis le 1^{er} janvier 2014, soit depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur la Caisse de pensions.

5.7. Autres hypothèses techniques et provisions techniques

Provision technique pour longévité

Une provision de longévité est alimentée annuellement pour faire face à l'évolution de l'espérance de vie. Au 31 décembre 2017, elle correspond à 1,4 % des engagements des pensionnés (sans les capitaux de prévoyance des enfants), soit un montant de CHF 11.839 mio.

	2017 (en milliers de CHF)	2016 (en milliers de CHF)
Solde de la provision technique au 1 ^{er} janvier	8'944	6'033
Modification liée au nouvel état des membres au 31 décembre	2'895	2'911
Total de la provision pour longévité	11'839	8'944

Provision technique pour fluctuation des risques décès et invalidité

De concert avec l'expert, considérant la pérennité et la taille de la Caisse, aucun contrat de réassurance des risques décès et invalidité n'est nécessaire. En revanche, une provision pour fluctuation des risques figure au passif du bilan afin de faire face, avec une probabilité de 97,5 %, à une année de sinistralité exceptionnelle. Au 31 décembre 2017, cette provision s'élève à 5.090 mio.

	2017 (en milliers de CHF)	2016 (en milliers de CHF)
Solde de la provision technique au 1 ^{er} janvier	5'170	5'220
Modification selon recommandation de l'expert	-80	-50
Total de la provision pour fluct. des risques décès et inval.	5'090	5'170

Provision technique pour mesures d'accompagnement

Le changement de primauté a conduit à une réduction des prestations de retraite, principalement pour les personnes proches de la retraite. La nouvelle loi sur la Caisse de pensions prévoit ainsi le provisionnement de montants individuels afin de limiter ladite baisse. L'expert a chiffré le cumul de ces provisions à CHF 53,8 mio au 1^{er} janvier 2017. Compte tenu notamment des retraites enregistrées en 2017, le montant de ces provisions a été réduit à CHF 46.5 mio au 31 décembre 2017. Il est à noter que cette provision a été partagée en deux provisions distinctes, l'une de CHF 45.7 mio pour les assurés et l'autre de CHF 0.8 mio pour les invalides qui passeront à la retraite lors de l'âge terme.

	2017 (en milliers de CHF)	2016 (en milliers de CHF)
Solde de la provision technique au 1 ^{er} janvier	53'799	57'113
Modification selon recommandation de l'expert	-7'268	-3'314
Total de la provision pour mesures d'accompagnement	46'531	53'799

Provision technique pour événements spéciaux

Le Conseil d'administration a tenu compte d'une part, de la participation de la Caisse aux effets des mesures 2019 et, d'autre part, de la probabilité de devoir adapter les paramètres techniques de la Caisse à court terme.

	2017 (en milliers de CHF)	2016 (en milliers de CHF)
Solde de la provision technique au 1 ^{er} janvier	0	0
Modification selon recommandation de l'expert	35'000	0
Total de la provision pour événements spéciaux	35'000	0

5.8. Evolution du fonds de réserve des membres du Gouvernement

	2017 (en milliers de CHF)	2016 (en milliers de CHF)
Solde du fonds de réserve au 1 ^{er} janvier	1'456	1'610
Correction d'écritures 2016	-1'158	0
Cotisations et transferts nouveaux ministres	365	1'202
Pensions nettes diminuées des remboursements pour cause de surindemnisation	-1'497	-1'430
Rémunération, y compris correctif d'intérêts	3	75
Facturation du solde à l'Etat	831	0
Fonds de réserve des membres du Gouvernement	0	1'456

La rémunération est égale à la performance nette de la fortune totale de la Caisse.

Le Parlement a adopté la nouvelle loi concernant la prévoyance des membres du Gouvernement, entrée en vigueur au 1^{er} février 2018. Les capitaux de libre passage des ministres concernés ainsi que le financement employeur et assurés ont été retirés du fonds. Leurs parts respectives ont été reportées sur leur libre passage d'assurés à la Caisse. Les intérêts ont été recalculés sur cette base. Le solde du fonds de réserve au 31 décembre est négatif, l'Etat remboursera les montants nécessaires dans le courant du premier semestre 2018.

5.9. Evolution du fonds de réserve des membres de la Police cantonale

	2017 (en milliers de CHF)	2016 (en milliers de CHF)
Solde du fonds de réserve au 1 ^{er} janvier	561	503
Cotisations et primes d'entrée	585	191
Financement des nouvelles retraites et des rentes-pont AVS	-144	-119
Rémunération, y compris correctif d'intérêts	92	-15
Fonds de réserve des membres de la Police cantonale	1'094	561

La rémunération est égale à la performance nette de la fortune totale de la Caisse.

Un montant de CHF 382'000 a été transféré dans ce fonds. L'origine de ce transfert provient de la modification de la loi au 1^{er} janvier 2014 en faveur du Plan Police. Le solde du fonds de réserve au 31 décembre ne correspond pas à des engagements actuariels, les spécificités de la collectivité des membres de la Police cantonale étant financées selon un système de répartition.

5.10. Degré et taux de couverture

	2017 (en milliers de CHF)	2016 (en milliers de CHF)
Fortune à disposition pour couvrir les engagements réglementaires (F)	1'259'936	1'163'809
Réserves de fluctuations (R)	170'000	121'080
Capitaux de prévoyance et provisions techniques (C)	1'774'120	1'723'519
Capital de prévoyance des assurés	818'899	793'623
Capital de prévoyance des pensionnés (P)	855'667	859'967
Provision technique pour longévité (P1)	11'839	8'944
Provision technique pour mesures d'accompagnement (invalides) (P2)	815	0
Provision pour événements spéciaux (paramètres techniques) (P3)	20'000	0
Provision technique pour fluct. des risques décès et invalidité	5'090	5'170
Provision technique pour mesures d'accompagnement (actifs)	45'716	53'799
Provision pour événements spéciaux (actifs)	15'000	0
Fonds de réserve des membres du Gouvernement	0	1'456
Fonds de réserve des membres de la Police cantonale	1'094	561
Part de financement en répartition	-684'184	-680'790
Excédent (+) / Découvert (-)	0	0
Degré de couverture selon art. 44 OPP2 = F / C	71.0%	67.5%
Taux de couverture global selon art. 72b LPP = (F - R) / C	61.4%	60.5%
Taux de couverture "actifs" selon art. 72b LPP = (F - R - Pi) / (C - Pi) où Pi = P + P1 + P2 + P3	22.8%	20.3%

6. Explications relatives aux placements et au résultat net des placements

6.1. Organisation de l'activité de placements

Organisation

La gestion de la fortune de la Caisse englobe les organes suivants:

- le Conseil
- la Commission de placement
- l'administration de la Caisse
- les gestionnaires de fortune externes
- le contrôleur externe des placements
- le dépositaire global

Le Conseil (cf. 1.4. Organe de gestion)

Le Conseil assume la responsabilité générale de la gestion, de l'exécution, de l'organisation et du contrôle des placements de la fortune de la Caisse. Ses tâches sont définies dans le règlement d'organisation.

La Commission de placement (cf. 1.4. Organe de gestion)

La Commission de placement met en œuvre la stratégie de placements décidée par le Conseil. Ses tâches sont définies dans le règlement d'organisation.

L'administration de la Caisse (cf. 1.7. Administration)

L'administration a principalement pour tâches de suivre l'évolution et les risques des marchés financiers et d'informer la Commission et le Conseil en cas d'écarts par rapport aux indices de référence.

Elle a également pour tâche de gérer les liquidités nécessaires aux besoins courants de la Caisse. L'ensemble des tâches sont définies dans le règlement d'organisation.

Le gérant de fortune (Mirabaud)

Mirabaud est responsable de gérer une poche du portefeuille Obligations suisses dans le cadre d'un mandat de gestion clairement défini. Ce gérant, agréé FINMA, effectue des investissements dans le cadre des directives et normes convenues et présente périodiquement à la Commission de placements un rapport sur l'évolution des placements.

Le contrôleur externe des placements (PPCmetrics)

Le Conseil donne mandat à une société de contrôle spécialisée indépendante de toute banque ou de tout gestionnaire de fortune. Ce mandat porte sur la surveillance de l'activité de placement, sur l'analyse et l'évaluation quantitatives et qualitatives des rendements atteints et des risques encourus. Elle transmet un compte rendu trimestriel et des recommandations sur les mesures à prendre.

Le dépositaire global (Credit Suisse)

Les tâches du dépositaire global sont notamment la conservation et la gestion des titres, l'exécution des transactions liées aux titres, la livraison des titres, la tenue de la comptabilité titres et dépôts, l'évaluation des placements et le calcul des performances.

La Caisse veille à ce que le dépositaire global lui remette, une fois par année, le bilan et le compte d'exploitation relatifs à la gestion des titres (comptabilité titres).

Règlement de placement

Les objectifs, les principes et les instances compétentes en matière d'exécution et de contrôle des placements sont fixés dans le Règlement d'organisation et le Règlement de placement.

Le Règlement de placement prévoit notamment la stratégie de placement, les placements autorisés, l'organisation de la fortune (tâches et responsabilités), la surveillance et le contrôle des placements.

Composition de la fortune / Répartition par catégorie de placements

Le Conseil a défini, avec la collaboration de l'expert, une stratégie financière qui devrait permettre d'atteindre une performance annuelle comprise entre 2 % et 3 % tout en maintenant une volatilité raisonnable. Il a également fixé une allocation tactique pour les différentes classes d'actifs. La Commission de placement de la Caisse utilise cette fourchette pour gérer activement la fortune.

Les limites fixées par le Conseil sont arrêtées de manière à respecter les dispositions de l'Ordonnance sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (OPP2) en matière de limites de placements (concernant l'extension de ces limites, voir chapitre 6.2. ci-après). Les limites individuelles fixées par le droit fédéral sont également respectées.

Au 31 décembre 2017, l'allocation basée sur les valeurs de marché et conformément au règlement de placement se présente comme suit :

	Allocation effective au 31.12.2017		Allocation stratégique
	en milliers de CHF	en %	en %
Liquidités	16'721	1.3	2 (0 - 4 %)
Prêts et créances contre les employeurs affiliés	101'151	8.0	8 (6 - 10 %)
Obligations en francs suisses	131'227	10.3	12 (9 - 15 %)
Obligations gouvernementales en ME (hedged)	75'242	5.9	6 (4 - 8 %)
Obligations d'entreprises en ME (hedged)	62'879	4.9	5 (3 - 7 %)
Obligations de marchés émergents (hedged)	38'591	3.0	3 (2 - 4 %)
Actions suisses	158'581	12.5	12 (10 - 14 %)
Actions internationales en ME	186'636	14.7	14 (12 - 16 %)
Actions de marchés émergents	60'511	4.8	4 (2 - 6 %)
Immobilier suisse coté	116'704	9.2	10 (7 - 13 %)
Immobilier suisse non coté (parc CPJU)	231'292	18.2	17 (13 - 21 %)
Immobilier étranger (hedged)	44'099	3.5	3 (2 - 4 %)
Matières premières (hedged)	47'718	3.8	4 (2 - 6 %)
	1'271'353	100.0	100

L'allocation conforme à l'OPP2 se présente comme suit:

	Allocation effective au 31.12.2017		Allocation stratégique
	en milliers de CHF	en %	en %
Disponib. et placements à court terme	16'721	1.3	2 (0 - 4 %)
Obligations et autres créances de débiteurs en francs suisses *	179'153	14.1	20 (15 - 25 %)
Obligations et autres créances de débiteurs en monnaies étrangères	176'711	13.9	14 (9 - 19 %)
Actions de sociétés suisses **	158'581	12.5	12 (10 - 14 %)
Actions de sociétés étrangères	247'147	19.4	18 (14 - 22 %)
Immobilier suisse	347'996	27.4	27 (20 - 34 %)
Immobilier étranger	44'099	3.5	3 (2 - 4 %)
Placements alternatifs ***	100'944	7.9	4 (2 - 6 %)
	1'271'353	100.0	100

* y compris les prêts et créances contre les employeurs, les prêts divers et les prêts hypothécaires

** placements dans des fonds collectifs de sorte que les dispositions de l'Orab concernant l'exercice des droits de vote ne s'appliquent pas

*** y compris le prêt Campus Strate J

Les limites globales selon art. 55 OPP2 (part maximale en % du total de l'actif du bilan) sont les suivantes :

actions de sociétés suisses et étrangères:	50 %
immobilier suisse et étranger:	30 %
immobilier étranger:	10 %
placements alternatifs:	15 %
placements en monnaies étrangères:	30 %

L'exposition nette en devises se situe à 20,4 % au 31.12.2017. La limite réglementaire de 30 % est respectée.

Toutes les classes d'actifs respectent les limites stratégiques fixées.

Les engagements de capital ouverts au 31.12.2017 se montent à CHF 0,6 mio. Il s'agit de souscriptions en cours dans le produit Patrimonium fondation de placement santé suisse en immobilier suisse.

6.2. Utilisation de l'extension des possibilités de placement selon article 50 alinéa 4 OPP2

En application de l'art. 50 OPP2, la Caisse a la possibilité d'étendre les marges de placement fixées aux art. 53 ss. OPP2, conformément à son règlement de placement du 1^{er} janvier 2016. Au 31.12.2017, la Caisse a fait usage de cette possibilité au niveau du poste « Placements en immobiliers suisse et étranger » (limite max. réglementaire: 30 %; limite OPP2: 30 %; état au 31.12.2017: 30,9 %).

L'étude de congruence actifs-passifs réalisée le 26 août 2015 démontre que l'allocation stratégique définie dans le règlement de placement est en adéquation avec la structure et l'évolution attendue de l'effectif des assurés de la Caisse de pensions. Compte tenu des hypothèses retenues dans cette étude, le Conseil de fondation considère que ces dépassements ne mettent pas en péril le but de prévoyance et que l'allocation stratégique respecte les principes de sécurité et de répartition de l'article 50 OPP2.

6.3. Réserve de fluctuation de valeurs

La réserve de fluctuation de valeurs est constituée et portée au passif du bilan pour compenser les fluctuations de valeur de l'actif et pour garantir la rémunération nécessaire des engagements.

L'objectif de la réserve de fluctuation de valeurs a été déterminé dans le cadre du rapport ALM (rapport de congruence actifs/passifs) réalisé en 2015 par l'expert financier. Il équivaut à CHF 267,7 mio et correspond à 15,4 % des capitaux de prévoyance hors fonds de réserves.

L'utilisation ou l'alimentation de cette réserve dépend du plan de financement et des taux de couverture atteints. Au 31 décembre 2017, le montant de cette dernière atteint CHF 170 mio et correspond à 9,8 % de la somme des capitaux de prévoyance hors fonds de réserves.

6.4. Présentation des placements par catégorie

	31.12.2017	31.12.2016
	en milliers de CHF	en milliers de CHF
Placements par catégorie	1'271'353	1'173'416
Disponibilités et placements à court terme	16'721	14'774
Caisse	0	3
Comptes courants bancaires et postaux	16'721	14'771
Prêts et créances contre les employeurs affiliés	100'037	102'015
Créances contre les employeurs (cotisations à recevoir)	2'343	2'788
Créances contre les employeurs (recapitalisation)	43'637	45'058
Facturation du solde du fonds de réserve des membres du Gouvernement	831	0
Campus Strate J	53'226	54'169
Prêts hypothécaires et prêts divers	1'115	1'385
Prêts hypothécaires	297	304
Créances contre les assurés	818	1'081
Obligations de débiteurs suisses et étrangers	307'938	290'922
Débiteurs en francs suisses	131'227	128'185
Débiteurs étrangers	176'111	164'348
Réévaluation contrats devises Obligations	600	- 1'611
Actions de sociétés suisses et étrangères	405'729	360'749
Actions suisses	158'581	138'125
Actions étrangères	186'636	173'667
Actions marchés émergents	60'512	48'957
Placements alternatifs	47'718	45'776
Matières premières (placements collectifs)	47'209	47'145
Réévaluation contrats devises Placements alternatifs	509	- 1'368
Immobilier suisse et étranger	392'095	357'794
Parc immobilier CPJU	169'895	143'811
Immobilier suisse	177'645	172'013
Terrains et autres	456	949
Immobilier étranger	44'148	41'040
Réévaluation contrats devises Immobilier étranger	- 49	- 18

6.5. Instruments financiers dérivés en cours (ouverts)

	31.12.2017	31.12.2016
	en milliers de CHF	en milliers de CHF
Total des contrats sur instruments financiers dérivés (couverture de monnaies)	197'334	180'273

6.6. Explications du résultat net des placements

	31.12.2017	31.12.2016
	en milliers de CHF	en milliers de CHF
Résultat net des placements	112'137	52'970
Résultats sur disponibilités et placements à court terme	79	- 420
Intérêts et frais sur comptes courants et placements à terme	79	- 420
Résultats sur prêts et créances contre les employeurs affiliés	2'921	2'450
Intérêts sur prêts aux employeurs affiliés	2'921	2'450
Résultats sur prêts hypothécaires et prêts divers	61	75
Intérêts sur avoirs auprès d'assurés	51	66
Intérêts et correctifs divers	9	9
Résultats sur obligations et autres créances de débiteurs suisses et étrangers	5'282	8'341
Revenus	4'779	4'254
Plus-values (+) ou moins-values (-) réalisées et non réalisées	503	4'087
Résultats sur actions de sociétés suisses et étrangères	75'170	22'241
Dividendes	6'531	7'351
Plus-values (+) ou moins-values (-) réalisées et non réalisées	68'639	14'890
Résultats sur placements alternatifs	1'185	5'776
Revenus	297	210
Plus-values (+) ou moins-values (-) réalisées et non réalisées	888	5'566
Résultats sur placements immobiliers suisses et étrangers	32'574	19'304
Revenus	14'262	12'994
Charges d'exploitation	-2'615	-1'893
Plus-values (+) ou moins-values (-) réalisées et non réalisées	20'927	8'203
Frais de gestion de fortune	- 5'135	- 4'798
Frais de gestion des titres	-1'396	-1'278
Frais bancaires divers	-11	-10
Frais TER (Total Expense Ratio)	-2'468	-2'186
Frais de transactions	-171	-127
Frais administratifs internes	-946	-1'035
Frais de gérances immobilières	-144	-162

6.7. Frais de gestion de fortune

	31.12.2017	31.12.2016
	en milliers de CHF	en milliers de CHF
Frais de gestion par rapport au total des placements		
Frais directement comptabilisés	2'667	2'612
Indicateur des coûts des placements collectifs (TER) avec transparence des coûts	2'468	2'186
Total des frais de gestion (placements)	5'135	4'798
Pourcentage des frais de gestion par rapport aux placements transparents en matière de frais	0.40 %	0.41 %
Taux de transparence en matière de frais		
Total des investissements transparents	1'271'353	1'173'416
Total des investissements non transparents	0	0
Total des placements	1'271'353	1'173'416
Taux de transparence en matière de frais de gestion	100.0 %	100.0 %

Les rétrocessions (remises ou autres rabais accordés par des tiers) sont régies de la manière suivante dans les contrats de mandat de gestion de fortune, à savoir qu'il n'y a en principe pas de rétrocessions, au sens de la requête formulée par l'ASIP.

En 2017, des rétrocessions pour un montant total de CHF 111'704.00 ont été perçues par l'un de nos prestataires. Ces dernières nous ont été restituées et de nouveaux contrats ont été signés interdisant le prélèvement futur de quelque rétrocession.

6.8. Explications des prêts et des créances contre les employeurs

Les créances contre les employeurs de CHF 3.2 mio se distinguent selon deux catégories. La première de CHF 0.831 mio correspond au solde du fonds de réserve des membres du Gouvernement, qui devra être remboursé par l'Etat à la Caisse. La seconde partie des créances de CHF 2.3 mio représente des cotisations à recevoir, notamment de l'Etat. Un décompte sera établi pour les montants dus par l'Etat au titre de rappel de cotisations prélevées selon l'ancien système de la primauté des prestations, le solde se rapporte à d'autres cotisations courantes des employeurs affiliés à la Caisse.

Dans le cadre du processus de recapitalisation de la Caisse de pensions, le solde des prêts contractés par les employeurs s'élève à CHF 43,6 mio au 31 décembre 2017. Les annuités payées en 2017 représentent un montant de CHF 1,5 mio.

Par ailleurs, la Caisse loue des surfaces administratives à l'Etat ou à des employeurs affiliés pour un montant global de CHF 2,3 mio contre CHF 2,6 mio une année auparavant. Ce revenu locatif correspond à des objets immobiliers d'un montant de CHF 42,7 mio représentant 3,4 % de la fortune de la Caisse (3,2 % en 2016).

En tenant compte également des montants déjà engagés dans le Campus Strate J, les prêts et créances contre les employeurs atteignent 7,9 % de la fortune de la Caisse. Ces prêts s'inscrivent dans le cadre des dispositions de l'art. 54 al. 2 lettre d OPP2 et respectent les dispositions légales en matière de placements auprès de l'employeur (art. 57 OPP2).

7. Explications relatives à d'autres postes du bilan et du compte d'exploitation

ACTIF	31.12.2017	31.12.2016
	en milliers de CHF	en milliers de CHF
7.1. Compte de régularisation (actifs transitoires)	2'904	3'622
Impôts anticipés	1'880	2'391
Pensions à réclamer	76	92
Intérêts courus	592	696
Loyers dus et correctifs d'actifs	325	419
Autres actifs transitoires	31	24
PASSIF	31.12.2017	31.12.2016
	en milliers de CHF	en milliers de CHF
7.2. Autres dettes	903	429
Créanciers immobiliers, dépôts d'épargne et divers	903	429
COMPTE D'EXPLOITATION	31.12.2017	31.12.2016
	en milliers de CHF	en milliers de CHF
7.3. Autres prestations réglementaires	1'366	3'676
Rentes-pont AVS	1'366	2'199
Rentes brutes / anciens membres du Gouvernement	0	1'476
Capital conjoint survivant	0	0
7.4. Frais d'administration	1'370	1'299
Charges Conseil et Commissions, y compris formation continue	124	138
Charges Assemblée des délégués	7	12
Charges de personnel, y compris formation continue	1'327	1'299
Frais d'études stratégiques (Conseil)	150	308
Fais d'études opérationnelles (Admin.)	116	102
Expert agréé et organe de révision	68	86
Autorité de surveillance	17	10
Frais liés à l'informatique	209	232
Frais divers	298	147
Frais administratifs portés à charge du résultat net des placements	-946	-1'035

8. Demandes de l'Autorité de surveillance

En date du 16 octobre 2017, l'Autorité de surveillance a demandé quelques compléments d'informations concernant les comptes 2015 et 2016. En outre, l'Autorité de surveillance examinera le règlement d'organisation du 1^{er} janvier 2016 et prendra ensuite une décision sur la validité du règlement de placement.

9. Autres informations relatives à la situation financière

9.1. Découvert / explication des mesures prises

Plan de financement et taux de couverture initiaux

Le plan de financement adopté par le Conseil d'administration consiste en l'établissement d'un chemin de croissance illustrant l'évolution du taux de couverture de la Caisse du 1^{er} janvier 2012 au 31 décembre 2051, soit durant 40 ans.

Il a été construit sur la base de la situation financière de début 2012, de l'effectif des assurés et des pensionnés à cette date, mais également en tenant compte du changement de primauté dès 2014 et des mesures liées à la recapitalisation de la Caisse.

L'expert a calculé le taux de couverture global initial au 1^{er} janvier 2012 à hauteur de 51,3 %, en prenant notamment en compte :

- l'application des bases techniques VZ 2010;
- le taux technique de 3 %;
- la constitution d'une réserve de fluctuation de valeurs afin de lisser les fluctuations de la fortune consécutives à l'évolution des marchés financiers;
- la constitution d'une réserve de fluctuation dans la répartition afin de tenir compte d'une détérioration du rapport démographique (rapport entre l'effectif des assurés et celui des pensionnés).

L'expert a également déterminé le taux de couverture initial pour les assurés actifs à hauteur de 9,6 %. Ce taux de couverture postule la couverture intégrale des engagements des pensionnés.

Le chemin de croissance peut être illustré par l'évolution des taux de couverture (TC) minimum attendus

Date (31.12.)	TC global			TC Actifs		
	min.	effectif	Diff.	min.	effectif	Diff.
2011	51,3 % (TC initial)			9,6 % (TC initial)		
2012	54,1 %			12,9 %		
2013	55,5 %	56,7 %	+ 1,2 pt	17,3 %	17,3 %	0,0 pt
2014	57,0 %	58,3 %	+ 1,3 pt	18,0 %	18,0 %	0,0 pt
2015	58,5 %	60,5 %	+ 2,0 pt	18,7 %	18,7 %	0,0 pt
2016	59,9 %	60,5 %	+ 0,6 pt	19,5 %	20,3 %	0,8 pt
2017	61,2 %	61,4 %	+ 0,2 pt	20,4 %	22,8 %	2,4 pt
2018	62,5 %			21,2 %		
2019	63,8 %			22,1 %		
(...)						
2029	74,7 %			42,2 %		
(...)						
2051	103,0 %			107,0 %		

Le chemin de croissance a été déterminé par l'expert sur la base d'hypothèses faites sur l'avenir. Il s'agit, par conséquent, d'une simulation (estimation) qui s'écartera forcément de la réalité. C'est pourquoi, conformément aux dispositions légales, la Caisse doit s'assurer tous les 5 ans que le plan de refinancement est respecté et soumettre un nouveau plan à l'Autorité de surveillance. Le plan de financement adapté a été soumis à l'Autorité dans le courant du premier trimestre 2018.

Constat de l'expert

Dans un rapport établi en juillet 2015, l'expert relève que la Caisse respecte le chemin de croissance défini. Toutefois, en raison de la baisse des taux de rendement attendus, la Caisse sera probablement amenée à adapter son plan de refinancement et à prendre des mesures complémentaires à celles qui ont été prises à partir du 1^{er} janvier 2014. Il s'agit du nouveau plan de financement qui a été soumis à l'Autorité de surveillance dans le courant du premier trimestre 2018.

9.2. Procédures juridiques durant l'exercice 2017

Au cours de l'exercice 2017 aucune procédure juridique n'est pendante devant les instances judiciaires.

10. Evénements postérieurs à la date du bilan

En date des 8 et 9 janvier 2018, le Gouvernement jurassien a lancé une procédure de consultation auprès des partenaires sociaux, des employeurs affiliés à la Caisse, des partis politiques, sur des modifications concernant le financement de la Caisse suite à la décision du Conseil d'administration de la Caisse d'abaisser le taux technique de 3 % à 2.25 %. La fin de cette procédure est prévue le 23 février 2018. Le Gouvernement analysera les résultats et présentera ensuite un projet de modification de la loi sur la Caisse de pensions au Parlement jurassien. L'entrée en vigueur des changements est prévue le 1^{er} janvier 2019.

En date du 16 janvier 2018, une partie du parc immobilier géré en direct par la Caisse pour une valeur de CHF 62 mio a été transférée dans le CSA Real Estate Switzerland Residential (CSA RES Residential), un groupe de placement de Credit Suisse Fondation. La Caisse a reçu en contrepartie des parts de cette Fondation.

En date du 5 mars 2018, le Conseil a transmis à l'Autorité de surveillance un plan de financement qui ne considère aucun financement externe. Ce plan alternatif respecte les exigences de la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité en démontrant qu'il permet à l'institution d'atteindre un taux de couverture des engagements totaux pris envers les rentiers et les assurés actifs d'au moins 80 % en 2052.

***Caisse de pensions de la
République et Canton du Jura***

Porrentruy

***Rapport
de l'organe de révision
au Conseil d'administration
sur les comptes annuels 2017***





Rapport de l'organe de révision

au Conseil d'administration de la Caisse de pensions de la

République et Canton du Jura

Porrentruy

Rapport de l'organe de révision sur les comptes annuels

En notre qualité d'organe de révision, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Caisse de pensions de la République et Canton du Jura, comprenant le bilan, le compte d'exploitation et l'annexe pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2017 reproduits aux pages 20 à 42 du rapport de gestion.

Responsabilité du Conseil d'administration

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels, conformément aux dispositions légales, à l'acte de fondation et aux règlements, incombe au Conseil d'administration. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, le Conseil d'administration est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que des estimations comptables adéquates.

Responsabilité de l'expert en matière de prévoyance professionnelle

Le Conseil d'administration désigne pour la vérification, en plus de l'organe de révision, un expert en matière de prévoyance professionnelle. Ce dernier examine périodiquement si l'institution de prévoyance offre la garantie qu'elle peut remplir ses engagements et si les dispositions réglementaires de nature actuarielle et relatives aux prestations et au financement sont conformes aux dispositions légales. Les provisions nécessaires à la couverture des risques actuariels se calculent sur la base du rapport actuel de l'expert en matière de prévoyance professionnelle au sens de l'art. 52e al. 1 LPP en relation avec l'art. 48 OPP 2.

Responsabilité de l'organe de révision

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes annuels. Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes d'audit suisses. Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Un audit inclut la mise en œuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes annuels. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion d'audit

Selon notre appréciation, les comptes annuels pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2017 sont conformes à la loi suisse, à l'acte de fondation et aux règlements.

PricewaterhouseCoopers SA, avenue C.-F. Ramuz 45, Case postale, 1001 Lausanne
Telephone: +41 58 792 81 00, Facsimile: +41 58 792 81 10, www.pwc.ch

PricewaterhouseCoopers SA est membre d'un réseau mondial de sociétés juridiquement autonomes et indépendantes les unes des autres.



Rapport sur d'autres dispositions légales et réglementaires

Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément (art. 52b LPP) et d'indépendance (art. 34 OPP 2) et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance.

Nous avons également procédé aux vérifications prescrites aux art. 52c al. 1 LPP et 35 OPP 2. Le Conseil d'administration répond de l'exécution de ses tâches légales et de la mise en œuvre des dispositions statutaires et réglementaires en matière d'organisation, de gestion et de placements.

Nous avons vérifié:

- si l'organisation et la gestion étaient conformes aux dispositions légales et réglementaires et s'il existait un contrôle interne adapté à la taille et à la complexité de l'institution;
- si les placements étaient conformes aux dispositions légales et réglementaires;
- si les comptes de vieillesse étaient conformes aux dispositions légales;
- si les mesures destinées à garantir la loyauté dans l'administration de la fortune avaient été prises et si le respect du devoir de loyauté ainsi que la déclaration des liens d'intérêts étaient suffisamment contrôlés par l'organe suprême;
- si les fonds libres ou les participations aux excédents résultant des contrats d'assurance avaient été utilisés conformément aux dispositions légales et réglementaires;
- si les indications et informations exigées par la loi avaient été communiquées à l'autorité de surveillance;
- si les actes juridiques passés avec des personnes proches qui nous ont été annoncés garantissaient les intérêts de l'institution de prévoyance.

Nous attestons que les dispositions légales, statutaires et réglementaires applicables en l'espèce ont été respectées.

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2017 présentent un excédent de passif de kCHF 514'184 et un degré de couverture de 71.0% selon l'article 44 al. 1 OPP2. Le taux de couverture selon l'art. 72a LPP s'élève à 61.4%. Ce taux est supérieur au taux de couverture initial de 51.3% et respecte le plan de financement établi par le Conseil d'administration, approuvé par l'Autorité de surveillance LPP et des fondations de Suisse occidentale.


Nous recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

PricewaterhouseCoopers SA



Philippe Lienhard

Expert-réviseur
Réviseur responsable



Ludovic Derenne

Expert-réviseur

Lausanne, le 18 avril 2018

IMPRESSUM

© 2017 Caisse de pensions de la République et Canton du Jura, Porrentruy

Réalisation graphique : Ivan Brahier - Atelier Rue du Nord sàrl, Delémont

Photo de couverture : Immeuble de la CPJU, rue de la Mandchourie, 2800 Delémont

Impression : Pressor SA, Delémont



CAISSE DE PENSIONS
de la République et Canton du Jura

Rue Auguste-Cuenin 2

Case postale 1132

CH- 2900 Porrentruy

Téléphone 032 465 94 40

Fax 032 466 71 40

Courriel: admin@cpju.ch

www.cpju.ch